

LE REVEIL

Avril 2012
Numero 27

du bâtiment

SPECIAL LOGEMENT

MINISTÈRE DE LA
CITÉ ET DU LOGEMENT



FRANÇAIS OU ÉTRANGER
UN TOIT POUR TOUS

RÉQUISIT

LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS

1.618033988751

PLAQUES
ONDULEES
Eternit

La plaque ondulée Eternit est conforme aux normes officielles françaises et sa qualité est garantie par une production annuelle de plus de 20.000.000 de m².
La plaque ondulée Eternit est un matériau de sécurité, inaltérable, ingéfit, incombustible et ne nécessitant pas d'entretien. Faite pour durer, elle couvre aussi bien la maison individuelle que le collectif ou le bâtiment industriel.
Les proportions harmonieuses de la plaque ondulée Eternit s'identifient à certains rapports réputés pour leur beauté et leur équilibre. La plaque ondulée Eternit apporte aussi la couleur.

publicité publiée dans la revue Architecture Aujourd'hui, juillet 1963.

**L'AMIANTE : DÉJÀ 35.000 MORT.E.S, 3000 PAR AN ET
100.000 ANNONCÉ.E.S D'ICI 2025 EN FRANCE.
100.000 MORT.E.S PAR AN DANS LE MONDE.**

(cf les procès contre Eternit p47)
source: sénat, rapport d'information *le drame de l'amiante*, 2005.

EDITORIAL

Malgré la dégringolade de ces dernières années qui a instauré un "régime de crise" ruinant des millions de personnes, les grands travaux d'aménagement des territoires n'en finissent pas de fleurir : nouveaux aéroports, remaniements urbains à grande échelle, liaisons ferroviaires transnationales de grande ampleur, complexes industriels liés aux nouvelles technologies.

Derrière ces travaux engageant des milliards d'euros il y a des groupes du BTP très puissants comme Vinci , Bouygues ou Eiffage, en situation de quasi monopole, en connivence avérée avec les décideurs politiques.

Derrière ces travaux il y a NOUS aussi, travailleuses et travailleurs de la construction.

Nous y travaillons, en vendant notre temps et nos savoirs-faire, en usant nos corps pour des projets dont on s'aperçoit bien souvent qu'ils sont rarement au bénéfice de tou.te.s mais plutôt au profit mégalomane de quelque uns.

Derrière ces travaux il y a aussi les populations concernées par ces projets autoritaires, et en premier lieu celles que l'on exproprie, à qui on impose le sacrifice de territoires entiers, la mise en péril de leurs ressources en eau, des nuisances de toutes sortes. Malgré la mascarade démocratique et les enquêtes publiques de façade, nombreux sont celles et ceux qui s'organisent pour s'opposer à ces projets : l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le TGV Lyon-Turin, ITER, la Grande Ile de Nantes, GIANT à Grenoble, etc.

Notre situation de travailleuses et travailleurs de la construction n'est ainsi pas facile, pris.e.s en étau que nous sommes entre des projets qui assurent nos revenus mais en même temps nous imposent des compromissions, et des populations qui s'opposent avec bon sens et légitimité et peuvent nous considérer comme leurs ennemi.e.s puisque nous sommes à la solde des multinationales...

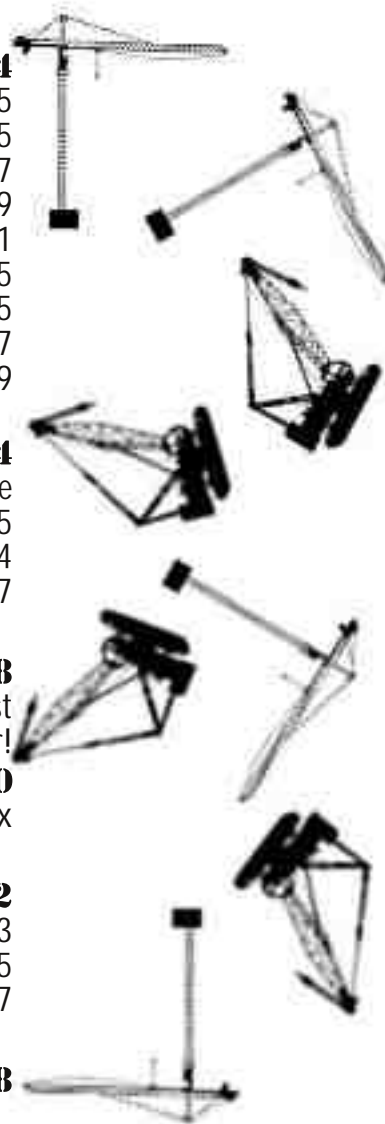
En fait la situation n'est pas nouvelle et rappelle une fois de plus la nécessité de s'investir dans le champ syndical, afin de tempérer nos déchirements intérieurs, de nous retrouver pour affirmer notre solidarité avec celles et ceux qui luttent, pour revendiquer les quelques droits qui nous restent, pour réfléchir ensemble à une autre façon de travailler.

Presque tous les textes de ce semestriel ont été féminisés. Par "féminiser" le langage, on entend bousculer cette bonne vieille grammaire, qui voudrait faire primer le masculin sur le féminin. Cet état de fait n'est pas anodin. Le langage est un reflet de notre société patriarcale : il entretient la domination d'un genre sur l'autre. Parce qu'il est notre premier mode d'expression, il a une fonction fondamentale, et peut être utilisé à bien des fins. S'il est structuré, le langage est également structurant : il conditionne notre pensée, la formate, il guide notre vision du monde. Remodeler le langage c'est refuser une domination, construire d'autres inconscients collectifs.



SOMMAIRE

GESTES DE LUTTES.....P4	
Dossier logement.....p5	
Du côté de la garonne.....p5	
Confluences, le carnage continue!.....p7	
Défends-toit.....p9	
Arpenteurs.....p11	
RESF.....p15	
La patate chaude.....p15	
Quartier de la Viscose.....p17	
Il s'agit de ne pas démolir.....p19	
URBANISME ARCHITECTURE....P24	
De la production à l'usage, une approche syndicale de la question du logement.....p25	
Archi quoi?.....p34	
Anarchitecte!.....p37	
BATWOMEN....P38	
Qui va faire la vaisselle, nous on est sur'l'chantier!	
PAUSE SYNDICALE....P40	
Chantiers syndicaux	
CONTRE-CULTURE COMMUNE....P42	
Livres.....p43	
Films.....p45	
Un pavé dans le bac à sable.....p47	
JEUX/BLAGUES....P48	
INFO ABONNEMENT....P49	
CONTACTS....P50	



Contact presse

Le Réveil du Bâtiment
CNT/SUB 38
102 rue d'Alembert
38000 Grenoble

sub38@cnt-f.org



GESTES DE LUTTES

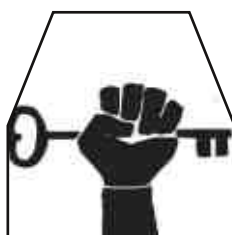
Les gestes de *construire, démolir, aménager*, les idées d'*outils*, de *travail d'équipe*, d'*échafaudage*, de *plans*, les questions de *fondations* ou de *clef de voûte* sont autant de termes que les discoureurs et discoureuses politiques nous empruntent pour imaginer leurs propos et que nous vivons au quotidien dans nos métiers.

Dans cette rubrique, il y aura de la place pour se faire une caisse à outils révolutionnaire: celle des trucs, astuces, recettes, savoirs-faire, stratagèmes à retenir, inventer, imiter ou éviter, pour que nos luttes viennent à bout rapidement de ce qui nous enferme.

C'est donc, au fil des contributions, le moyen de préparer les luttes de demain, en soutenant celles d'aujourd'hui, en se souvenant de celles d'hier. Cette fois-ci, nous avons décidé d'un dossier spécial logement: amélioration des conditions, accès, hébergement d'urgence, réquisitions, fabrique, démolition, les contributions sont aussi variées que les manières de lutter pour un logement décent et adapté pour tou.te.s.



P 5-8



P 9 À 18



P 19 À 23



DOSSIER LOGEMENT

Difficile d'exister sans habiter.

Les dictatures, qui le savent bien, brûlent les maisons pour tuer les révoltes.

Le procédé a ses variantes: pour repousser au loin celles et ceux que l'on ne veut pas voir, on les empêche d'habiter. Bien sûr les pauvres sont les premier.e.s concerné.e.s, les migrant.e.s les premier.e.s persécuté.e.s.

Les chiffres à minima donnent près de 3,5 millions de personnes en France en 2011 qui sont en situation de grande précarité (ou même d'absence) de logement.

Les institutions censées gérer cette question par la construction et la gestion d'un parc immobilier (par exemple les offices d'HLM) sont de plus en plus confrontées à des baisses de moyens et à un entrisme du privé qui les fait trahir leur but initial.

Les autres institutions qui s'occupent du logement par le biais de l'Action sociale (communes, Conseils généraux et État) se renvoient la balle et n'hésitent pas au passage à utiliser le logement pour stigmatiser les plus démunis.e.s, les migrant.e.s par exemple, avec un

acharnement tout particulier contre les Roms.

Les enjeux du logement sont ainsi politiques et en reviennent donc à une question d'argent: depuis 1997 les prix de l'immobilier ont triplé sur Paris et au moins doublé dans le reste de la France. Sur la même période les salaires des plus défavorisé.e.s n'ont pratiquement pas bougé^{1/2}.

La réalité est que plus de 250 000 personnes en France sont sans domicile, plus de 850 000 ne sont

DU CÔTÉ DE LA GARONNE

La ville de Toulouse fait preuve d'un dynamisme particulier dans le domaine des luttes autour du logement, notamment par des collectifs qui, devant l'inaction des institutions, réquisitionnent des bâtiments vides. Le printemps 2011 a vu le GPS (Groupement Pour la

défense du travail Social) occuper la cathédrale St Etienne au mois de mars, puis réquisitionner un bâtiment appartenant à l'Etat. En mai 2011, c'est le CREA (Collectif de Réquisition d'EntrAide et de solidarité) qui a réquisitionné un vaste bâtiment pour y installer un

Centre social Autogéré, ainsi que quatre autres bâtiments pour loger des personnes à la rue.

D'autres collectifs nationaux, comme Urgence Un Toit, s'activent à Toulouse en fédérant des associations et collectifs. Le groupe local a ainsi réquisitionné le 23

Peux-tu nous préciser ce qui différencie le gps du crea?

Le gps et le crea sont distincts tout d'abord par les personnes qui les constituent. Le gps est un regroupement de travailleur/euse.s sociaux, travaillant dans le secteur social toulousain. Le crea est un collectif de militant.e.s autonomes. Tous les deux sont sans étiquette politique ou syndicale, il n'y a que des personnes dans ces collectifs qui appartiennent individuellement à des organisations.

Les gens du gps revendiquaient depuis des années l'ouverture d'une structure pérenne (365 jours/ an) pour les personnes les plus fragiles à la rue. Ils ont réquisitionné le bâtiment de l'afpa, au mois d'avril 2011.

Le crea s'est créé pour permettre aux familles à la rue d'être hébergées. Ils ont alors réquisitionné des bâtiments vides de l'état et de la mairie. Les différents bâtiments fonctionnent sur de l'autogestion avec les familles et des personnes du collectif vivant sur le lieu. Ils ont mis en place un centre social autogéré afin de permettre

«d'autres formes de vie collective face à la société du fric et du pouvoir» et de faciliter les rencontres et la solidarité entre les gens du quartier. Ils n'attendent rien de l'état, pour elles et eux «le pouvoir appartient au peuple». Aujourd'hui le crea s'est soudé à la lutte du collectif zéro enfants à la rue. Les nouvelles réquisitions, au nombre de 4, sont faites au nom du collectif zéro enfants à la rue.

Le crea et le gps restent solidaires mutuellement quand l'un des deux groupes rencontre des difficultés.



plus en capacité de payer leurs loyers, 2 600 000 habitent dans des logements surpeuplés ou dépourvus de confort de base (salle d'eau, chauffage, etc)³.

Le reste de la population participe à la grande foire des classes sociales, avec tout le panel, depuis les ghettos à pauvres jusqu'aux beaux quartiers et coteaux cossus.

Les travailleuses et travailleurs de la construction sont particulièrement concerné.e.s par ce sombre tableau. A double titre puisque non seulement nous sommes confronté.e.s à la

difficulté de nous loger, mais aussi parce que –souvent malgré nous– nous réalisons les programmes de logement, construisons les bâtiments et ouvrages d'art, démolissons ce qui a été décidé comme obsolète.

Le petit dossier qui suit se propose de poser quelques bases de réflexion, de donner matière à imaginer d'autres possibles et actions, notamment au travers de focus sur des collectifs qui se sont emparés de la question du logement, avec des motivations et des moyens parfois très différents. Si certains collectifs ont basé leur lutte

sur une posture de revendication exigeant que ce soit l'état et les institutions qui résolvent la question du logement, d'autres tentent des perspectives d'organisation davantage autogestionnaires.

Un dossier qui n'a aucune prétention à l'exhaustivité et appelle d'autres témoignages et infos pour les prochains numéros.

Tant que des gens seront obligés de dormir dehors...

- 1: Base d'Informations Economiques Notariales (BIEN)
- 2: http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=NATTEF04114&page=graph
- 3: (Alternatives Economiques, n°240 d'octobre 2005, pages 36-37).

janvier 2012 des logements vacants depuis plus d'un an, propriété d'Habitat Toulouse, pour y installer 6 familles et deux personnes.

Nicolas de la CNT 31, par ailleurs participant aux actions du GPS, nous précise quelques points:



Malheureusement les travailleur.euse.s sociaux sont moins nombreux sur la lutte depuis quelques mois.

Quels types de personnes sont concernées par vos actions (demandeurs d'asile, roms roumains, pauvres de nationalité française, etc)?

Pour le GPS, les personnes hébergées sont les personnes les plus fragiles, celles que

Patrick Declerck décrit dans son livre « les Naufragés »¹. Ce sont des personnes ayant plusieurs problématiques: sociale, physique, psychique, addictive. Il s'ajoute aussi des pertes de repères dans l'espace/temps, d'autonomie, la vieillesse. Dans les 17 personnes, il n'y a pas de distinction selon les nationalités ou les papiers.

Pour le collectif « zéro gosse à la rue », les familles hébergées sont de tous horizons, il n'y a pas de discrimination entre les sans et avec papiers, les demandeurs d'asile, etc.

1: Patrick Declerck, Les Naufragés Plon collection Terre Humaine, 2001 Existe en poche.



Approximativement combien de personnes s'activent en tant que bénévoles/militant.e.s au gps? La cnt est-elle participante?

Pour le gps, il n'y a plus de roulement de bénévole et de militant.e car la structure a été légalisée et financée. Il y a eu un financement état pour 4 cui/cae, agence régionale de santé pour un futur poste infirmier, et des financements de fondations pour les fluides (edf, eau, gaz) et un futur poste de travailleur social.

Les bénévoles/militant.e.s se sont mobilisé.e.s en masse au début, mais la lutte a été longue et périlleuse. Sur les derniers mois, la réquisition n'a tenu

que sur peu de personnes, notamment un travailleur pair (un travailleur pair est une personne anciennement bénéficiaire des services d'hébergement et qui travaille dans le secteur social) qui habite sur le lieu et qui est aujourd'hui salarié. Comme le gps se veut sans étiquette, la



CONFLUENCES, LE CARNAGE CONTINUE!

Comme toutes les grandes villes, Lyon est en perpétuelle gentrification. Gentrification ça veut dire détruire/réhabiliter/moderniser les zones industrielles et populaires proches des centre-villes pour en faire fuir les pauvres et mettre des gens propres à la place (étudiant.e.s riches, ingénieur.e.s, bobos, etc). Le mot vient de l'anglais «gent» que l'on traduit par «messieurs». Lyon est située là où la Saône se jette dans le Rhône, formant un V qui délimite une presqu'île au cœur de la ville. Les 1er et 2ème arrondissement sont sur cette presqu'île et sont déjà bien bourgeois. Apparemment pas encore assez, au goût de certain.e.s. Interview d'un camarade du SUB 69 qui a travaillé sur ce chantier:

Tu bosses (ou a bossé) sur le chantier de Lyon-Confluence, énorme chantier de la partie Sud de la presqu'île de Lyon: peux-tu nous décrire ce chantier, les bâtiments qui y sont construits, le type de logements, s'il y en a, et les modifications apportées à cet ancien quartier industriel?

Les confluences est un nouveau quartier, créé dans le 2ème arrondissement de Lyon à la place de l'ancienne friche industrielle. Il comprend: le nouveau siège du conseil régional en forme de paquebot, un quartier d'environ 3000 logements de luxe et un pôle loisirs et commerces. Ce pôle c'est 4000 places de parking, plus de 500 commerces, une marina,

un mur d'escalade, une dizaine de salles de cinéma UGC, un hôtel de luxe, un immeuble de quatre étages de restos de luxe, un salon d'art contemporain, un hangar pour réparer des bateaux, le siège régional d'Eiffage, etc. Le tout sur plusieurs hectares.

Quelles sont les entreprises présentes sur ce chantier, et peux-tu nous décrire l'organisation du travail? Par exemple, s'il y a recours à la sous-traitance, à l'intérim. Finalement, y a-t-il beaucoup de travailleuses et de travailleurs employé.e.s directement par les grosses entreprises présentes?

Pour la maçonnerie il y a Eiffage, Campenon Bernard et Pitance, du

groupe Vinci, Bouygues et Fontanel qui comptent dans leurs effectifs environ 50% d'intérimaires. Pour la plomberie et le chauffage, il y a Eiffage thermie et Billon, avec des effectifs composés d'environ 70% d'intérimaires. La Coopérative Nouvelle Electricité (CNE) et Roare pour l'équipement électrique, Eiffel charpente métallique, et puis des sous-traitants.

As-tu été confronté dans ton travail à des situations pour lesquelles ton statut t'as empêché d'exercer ton travail dans de bonnes conditions, ou qui t'ont obligé à accepter des tâches qui ne te semblaient pas relever de ton travail?



cnt n'a pas participé officiellement. Dans les faits, on a signalé au gps qu'on soutenait leur lutte après une réunion cnt santé-social et on a été présent.e.s depuis le début sur le lieu.

Actuellement, la cnt 31 est solidaire avec les mouvements de réquisition suite à la fin du plan grand froid. Comme le thermomètre est remonté, le plan grand froid est arrêté, laissant dehors environ 200 personnes. Il y a eu une mobilisation du gps, de zéro enfant à la rue, du dal et de

militant.e.s citoyen.ne.s pour éviter la fermeture des gymnases municipaux. La préfecture, à qui revient les compétences du logement d'urgence, a laissé quelques jours de plus. Des réquisitions ont été faites et ont toutes conduit à des expulsions par la force oppressive de l'état. La cnt 31 s'associe à la lutte par un soutien financier du matériel de propagande et un soutien humain.

Pour en savoir plus:
<http://gps.midipy.over-blog.com/>
<http://crea-csa.over-blog.com/>

CONFLUENCES  **LE CARNAGE CONTINUE !** 

Au 18 février 2010 a eu lieu sur le chantier pôle loisirs et commerces des Confluences un rassemblement en hommage à Nordine Lourdai, père de 5 enfants, décédé et Jean Michel Payet lourdement blessé.

Parmi les causes probables, la non-révision de la pelleteuse qui a littéralement écrasé nos deux compagnons... On est en droit de se questionner sur la responsabilité de l'employeur dans cet incident tragique.

Rappelons que le BTP est un secteur particulièrement touché par les accidents du travail.

- 1 accident de travail (entraînant un arrêt de travail) chaque minute
- 1 accident entraînant une incapacité tous les quart d'heures
- 1 accident mortel tous les deux jours

La responsabilité des employeurs est souvent de mise dans ces accidents.

L'ambition du Groupe Eiffage est à la mesure de sa violence vis à vis de ses salariés puisqu'il a tout de même tenté et réussi à faire travailler ses salariés malgré leurs contestations lors des intempéries (pluie, gel, neige, etc.) Eiffage n'hésite donc pas à mettre en danger ses salariés pour une question de simple rentabilité. Et cela c'est inadmissible !

PROFIT PATRONAL = ACCIDENT DU TRAVAIL
RESPECT DES PROCÉDURES DE SÉCURITÉ !

CNT-CONSTRUCTION

Syndicat Unique du Bâtiment – SUB 69
44, rue Burdeau 69001 Lyon – Tel : 04 78 27 05 80
Préséances tous les 1ers mardis de chaque mois de 18h à 19h
Mail : sub69@cni-f.org www.cni-f.org/sub69



J'ai été viré de Billon habitat parce que mon chef ne voulait pas enlever les photos pornos accrochées dans la cabane de chantier, après un mois d'intérim. Plus tard, j'ai été réembauché dans le département industrie de Billon, où j'ai passé 17 mois. J'ai ensuite été viré du chantier par mon conducteur de travaux, parce que j'ai refusé de rembourser un lazer oublié sur le chantier.

réaction des ouvriers et des ouvrières? Et celle des syndicats présents sur ces chantiers? De ce que l'on peut en voir, ce chantier est une énorme opération de "gentrification" de ce quartier: on construit pour les classes supérieures, le commerce et les services, sur les ruines de quartiers industriels et ouvriers: as-tu senti une critique de cela sur les chantiers?

Pour ce qui est des critiques, je pense qu'elles sont plutôt favorables au chantier, malgré un mort et un blessé grave écrasé par un tractopelle. Il y a aussi eu en décembre 2010, un mois de débrayage consécutif pour non-respect des journées chômées et payées pour cause d'intempéries. Compte tenu de la situation économique actuelle et de l'inexistence d'un syndicat du bâtiment capable de défendre les ouvriers sur ces chantiers et les autres, je ne vois vraiment rien d'encourageant. Mais je sais ce qu'il nous reste à faire...



DEFENDS-TOIT

Défends-Toit est un collectif « pour un logement digne, choisi et adapté à nos besoins et nos réalités ». Actif depuis 2004, il est un lieu de rencontres, d'échanges, de soutien, pour sortir de l'isolement imposé par les administrations

et la pratique du cas-par-cas. L'idée est de mettre en commun les difficultés et les savoirs liés au logement, pour s'entraider tout en respectant les besoins et limites de chacun.e. Cela signifie que le collectif privilégie une grande diversité de modes

LE GROUPE FEMMES DE DEFENDS-TOIT

En 2008, est créé le « groupe femmes de Défends-Toit », pour mener ces actions également entre femmes.

Il agit surtout sur la commune de Saint Martin d'Hères, mairie communiste du sud de l'agglomération grenobloise. Il est ouvert à



AUTONOMIE

Nous luttons pour pouvoir faire beaucoup plus de choses par nous-mêmes et pour que chacune ait meilleure prise sur ses conditions de vie (par exemple fixer les prix nous-mêmes, réparer, voire construire nous-mêmes nos logements, etc.). Nous savons que d'autres luttes ont eu lieu et existent toujours, pour occuper gratuitement des logements et des terres, faire la grève des loyers, pratiquer des auto-réductions sur les charges, etc. Tout cela est vraiment inspirant.

LUTTER POUR TOUTES ET TOUS

Nous désirons améliorer les choses non pas seulement au cas par cas (et pour celles qui feront le plus de bordel), mais pour le plus grand nombre, car nous nous refusons à rentrer dans un logique mafieuse ou clientéliste. Se loger, se nourrir, mais

aussi avoir une belle vie selon ses choix, sont des besoins fondamentaux qui devraient simplement être accessibles à

tout.e.s. Même si chaque situation concrète améliorée est une petite victoire, la lutte ne doit pas s'arrêter tant qu'il restera des personnes en galère. Et nous ne voulons pas isoler le logement ou les situations des femmes de toutes les autres dimensions de la vie, ni penser les choses pour nous sans nous soucier de l'ensemble. Bien sûr, nous sommes, les unes et les autres souvent fatiguées, cassées, déprimées et nous ne nous transformons pas en super-warriors pour nous bagarrer 24h sur 24... mais nous essayons de nous tenir ensemble depuis un bout de temps maintenant !

MEFIANCE VIS-A-VIS DES INSTITUTIONS

Nous sommes en permanence confrontées à des autorités qui divisent les pauvres pour mieux régner, se montrent arbitraires et

méprisantes. Ces pouvoirs ne se soucient nullement du bien commun d'une manière qui laisse à chacun.e la place de définir ses besoins. Les institutions publiques et leurs "professionnel.le.s" qui "travaillent à aider les autres" nous rendent très méfiantes. Nous cherchons à faire des personnes que nous croisons des "alliées", mais face aux institutions, il s'agit toujours de rapports de force.

FORCE COLLECTIVE

Pour gagner en force et en autonomie nous nous regroupons et luttons à plusieurs. Nous sommes donc un collectif de lutte et non simplement de soutien.

... Pourtant, malgré cette défiance vis-à-vis des institutions et notre désir d'autonomie et de transformation collective, nos revendications reviennent très souvent sur le terrain de la loi et de la réforme des politiques publiques. Pourquoi ?

PENSER LES CHOSES PLUS LARGEMENT

Notre désir de lutter pour toutes et tous nous confronte à chaque pas, à la main mise de l'Etat, des



d'action, pourvu que les personnes concernées définissent elles-mêmes ce qu'elles souhaitent.

Défends-Toit porte sur la place publique l'inefficacité de la politique globale du logement social, qui attribue des logements

inadaptés, en construit des trop chers, sans oublier le mauvais état des logements existants et le fait que certains restent vides.

toutes les femmes de l'agglomération et se soucie des difficultés de logements de tous et toutes. Le groupe squatte actuellement un local laissé vide par les bailleurs sociaux dans le quartier Renaudie, cité à l'architecture remarquable pour ses infiltrations d'eau, mais pas que. Tables d'information, assemblées des habitant.e.s, occupations de mairie et

conseil général, recensement des appartements vides, lieu de parole et de confiance, aide à la paperasse, etc. A travers ses actions, le collectif tente de regrouper les situations individuelles pour trouver des solutions collectives et des revendications communes. Le groupe femmes a une approche plutôt pragmatique des problèmes de

logement, en partant des situations très concrètes de chaque personne. Mais nous ne voulons jamais perdre de vue, d'une part, des revendications globales (par exemple l'organisation du système d'accès au logement pour tout le monde) et, d'autre part, l'objectif que chacune gagne en autonomie dans sa propre vie.

promoteurs, des propriétaires, des juges, entre autres, sur le système actuel. Cela nous oblige à comprendre le système dans ses détails, à en débusquer les logiques anti-sociales et discriminantes. Dans le rapport de force avec les institutions, il nous paraît souvent crucial, pour obtenir des avancées, de rappeler les valeurs et les objectifs d'un système qui nous conviendrait. Cela nous conduit aussi à entrevoir ce qui pourrait être plus juste, plus logique, plus attentionné. Nous ne sommes pas toutes d'accord avec les objectifs de telles revendications et c'est un débat difficile.

URGENCES ET CONTRADICTIONS

Ces discussions complexes se font encore et toujours télescoper par les situations d'urgence dans lesquelles nous nous débattons. Souvent, nous décidons de composer avec le système existant (ou nous nous sentons contraintes de le faire dans bien des cas) pour répondre aux besoins immédiats et vitaux de logements. Beaucoup d'entre nous sont arrivées dans le groupe pour

faire avancer leur dossier, se faire entendre par telle ou telle institution. D'autres étaient plus en colère et voulaient marquer le coup frontalement. Face à ces différentes demandes, certaines auraient parfois voulu se montrer plus radicales ou, au contraire, ont conseillé une stratégie plus "douce" pour ne pas perdre un logement, la garde d'un enfant ou se confronter à la Justice. Le plus important dans le groupe reste que les modes d'action choisis conviennent aux femmes dont la situation matérielle est en jeu dans l'initiative en question. Nous nous débattons ainsi avec nos propres contradictions entre désirs de changements radicaux, besoins et peurs immédiates.

CE QUI EST SÛR

c'est que nous recherchons encore et toujours les actions et les revendications "justes", les positions "cohérentes", l'honnêteté, l'attention, la compréhension, la colère, la force et tout et tout. Avec tout ça, le groupe femmes de Défends-Toit est multiple, bruyant, vivant et cafouilleux, faisant des

aller-retours sur le terrain de la loi et de l'Etat, parce qu'il riposte là où le "logement social" se fabrique et nous maltraite.

Les perspectives d'organisation d'avantage autogestionnaires ne se dessinent pas clairement sur le seul terrain du logement, mais par l'articulation des mille questions qui se posent dans la manière dont nous faisons groupe, dont chacune parle de sa condition de femme, de personne cible de racisme, de personne compressée par les dispositifs d'aide et de contrôle social, de personne pauvre et exploitée, de personne en lutte, etc. La recherche d'autonomie, la définition d'une culture de lutte commune et d'un engagement et se tenir ensemble, constituent les ferments de l'auto-organisation dont nous rêvons, pour le logement et le reste de nos vies...



Extraits d'un tract distribué pendant l'occupation de la mairie de St Martin d'Hères le 9 juin 2011 :

« Nous demandons :

- la mise en adéquation de l'offre de logement sociaux avec le niveau social des demandeurs et notamment pour les personnes touchant les minima sociaux. Ce qui veut dire la requalification de logements existants et la construction de logements neufs, en PLUS et PLAI et plus largement de tout faire pour que l'offre corresponde aux moyens des demandeurs.
- la prise en compte des frais de chauffage, notamment dans les APL, et donc en amont la bonne isolation des logements accessibles aux plus faibles revenus, accompagnée de vraies politiques de rénovation et de construction visant le confort et l'économie

d'énergie pour toutes et tous (isolation, construction passive, énergies solaires, chauffage collectif, etc.). »

« Nous demandons :

- le dégel des dossiers ultra-prioritaires par Mme PEPELNJAK, élue au logement, et la reprise en compte des déclarations sur l'honneur afin que ces situations ne se reproduisent plus.
- la simplification des démarches administratives au lieu de tous ces parcours du combattant, ces protocoles bureaucratiques et culpabilisants.
- des interlocuteurs ayant le pouvoir de faire avancer nos dossiers tout en étant plus attentifs et respectueux de nos

besoins et de nos souhaits. »

« Nous demandons :

- la prise en compte des demandes de surface par les femmes de famille nombreuses et la reconnaissance de ces personnes. Et plus généralement la prise en compte des besoins de chacune et chacun.
- la création de lignes budgétaires concernant les femmes de familles nombreuses (enfants et petits-enfants) pour soutenir leur accession à des logements suffisamment grands.
- la contrainte des bailleurs sociaux par les collectivités pour qu'ils cessent d'user de l'assignation en justice comme mode de gestion de la pauvreté.

Humiliation, discrimination et guerre des pauvres contre les pauvres

Les personnes refusent souvent les logements inadaptés, tout en se faisant réprimander pour ce refus. Comme dans l'ensemble des dispositifs d'aide, la honte et la culpabilité sont les

attributs du "pauvre" (car être pauvre, c'est mal et, quoi qu'on fasse, c'est de notre faute). Bref, humiliation et perte de confiance sont monnaie courante quand on galère pour avoir un logement et (donc) pour le reste. Responsables politiques et gestionnaires y participent en justifiant la division des personnes qui ont des problèmes de logement : s'il

ARPENTEURS

La vocation de notre association, arpenteurs, est de créer des espaces de débat pour favoriser l'émergence d'une expression collective dans la cité. Nous portons une attention particulière à la parole de celles et ceux que l'on n'entend pas et qui ont pourtant des choses à dire, en allant les chercher, en créant de nouveaux espaces, pour ramener leur parole, sans filtre, au sein du débat collectif, et faire avancer les choses. Cette organisation d'espace public de débats, de mobilisation d'énergie au service de l'action collective, ambitionne de participer à changer les formes du pouvoir.





Les logements sociaux ne sont pas sociaux

Ils sont en grande majorité accessibles à des « foyers » touchant plus de 1500 à 3000 euros de revenus mensuels, ce qui pousse à reconsidérer la part des logements sociaux dont se vantent les communes (on peut compter en moyenne 5% de logement dits très sociaux dans les constructions de logements sociaux neufs, c'est-à-dire pour les personnes aux minima sociaux entre 230 et 700 euros par mois). Les rénovations ou démolitions/reconstructions entraînent des hausses de loyers qui les rendent inaccessibles aux plus pauvres (qui sont pourtant la majorité des demandeur/euse.s). La participation financière de l'Etat et des autres collectivités pour la construction de logements neufs est donc insuffisante pour offrir des loyers adaptés aux moyens des personnes.

Logements pourris

Une grande partie du parc immobilier social est en très mauvais état. Infiltrations d'eau et mauvaise isolation font monter le prix des charges. Ces mêmes charges qui ne sont pas prises en compte dans le calcul du « taux d'effort » qui est censé permettre d'attribuer des logements adaptés aux moyens économiques des demandeur/euse.s.

Politique d'attribution et de mutation désastreuse

Devant l'impossibilité de répondre aux demandes des gens (ce qui provoque leurs coups de colère et de désespoir), les services de logement municipaux ont tendance depuis quelques années à fermer leurs portes au public. Beaucoup attendent 5 ans, 10 ans, 20 ans pour un logement. Les propositions répondent rarement aux besoins, autant sur les choix de vie (localité, disposition) que sur des questions vitales (prix du loyer, accessibilité, garde des parents et petits enfants...). Nombreuses sont celles qui restent des années dans un logement trop petit, trop grand, trop cher, insalubre, sans qu'on leur propose un logement plus adapté.

n'y a pas de fric pour les logements sociaux, c'est qu'il faut loger les étudiant.es. ; Si les bâtiments du crous sont vétustes, c'est qu'il faut bien s'occuper des Roms, etc. Bref, ils catégorisent et opposent les gens, ce qui fonctionne à merveille quand on vit la galère et qu'on jalouse le voisin, au lieu de protester contre des institutions aveugles.

Et pendant ce temps-là...

des centaines de logements restent vacants et il n'est jamais question du droit de réquisition, pourtant inscrit dans la loi depuis plus de 60 ans. Derrière ces difficultés, se dessinent des politiques d'urbanisme qui font encore et toujours le choix de la spéculation immobilière, des constructions de prestige et de haut standing, ainsi que l'aseptisation de la ville.

Parlons-en

C'est dans cette optique que nous construisons et animons, depuis le mois de décembre dernier, un espace de débat et de parole pour et avec les précaires à Grenoble, le "Parlons-en". Ce lieu, qui a aussi vocation de s'ouvrir aux associations et professionnel.le.s de la précarité, aux institutions, aux élu.e.s, et aux habitant.e.s citoyen.ne.s de la région grenobloise, a pour objectif de construire, sur des diagnostics partagés, des propositions réalistes de changement des situations vécues par les précaires. Le projet s'appuie sur l'expérience du

"Parlons-en" mis en place depuis plusieurs années à Charleroi en Belgique.

En effet, arpenteurs organise des rencontres entre des collectifs, le plus souvent implantés dans des quartiers populaires, qui agissent, avec leurs propres moyens, pour améliorer les conditions de vie sur leur territoire. Et c'est là que les questions des droits fondamentaux sont abordés, et celui du logement est l'un des principaux sujets de réflexion et d'actions puisque les participant.e.s sont confronté.e.s, par eux et elles-mêmes ou proche d'eux et elles, au mal-logement, au

sans domicile, au sans revenu.

Le "Parlons-en" est le seul lieu où la parole des gens de la rue compte, au même titre que d'autres. Cette approche collective permet d'avoir une autre connaissance des problèmes et des conditions de vie dans la rue à Grenoble. Mieux comprendre les réalités pour interroger les politiques publiques, les actions existantes, les améliorer et également imaginer avec eux d'autres solutions.



La Piscine

C'est dans ce "Parlons-en" qu'au fil des mois s'est construit le projet de fabrication de solutions pour l'habitat, qui veut essayer, par d'autres moyens, de trouver des réponses aux manques d'accueil, d'hébergements des gens à la rue ou en grande précarité, et au delà, des problèmes d'accès et de maintien dans le logement. A Grenoble, on estime entre 600 et 800 personnes sans solution de logement, qu'elles soient « résidentes » de l'agglomération ou demandeuses d'asile.

La Piscine, nom donné à cette fabrique de solutions pour l'habitat (car implanté dans les locaux d'un ancien fabricant de piscine) est un lieu de croisement d'énergie, d'expérimentation, de ressources, de mise en mouvement pour réfléchir et agir sur le logement, l'hébergement d'urgence, le toit, l'abri.

Actuellement, c'est un noyau dur d'une trentaine de personnes mobilisées pour faire vivre cet atelier de bricolage. Des jeunes architectes,

des personnes motivées par la récupération des matériaux, par la recherche d'autres modes de logement (squat, habitat collectif,...), des bricoleur/euse.s, des curieux/ses, des travailleur/euse.s sociaux, des engagé.e.s pour changer la société, et aussi des mal-logé.e.s, des gens de la rue, qui ont besoin du collectif pour avancer et sortir de leurs difficultés. On récupère des planches, des palettes, des outils, des meubles, de la vaisselle... et on se bricole une table, un banc, on se cause, on fait ensemble.

Construire nous même

Il faut aussi continuer d'occuper, de réquisitionner les nombreux logements vides, continuer d'exiger la construction de logements à bas loyer et hors spéculation, continuer de se mobiliser pour

obliger le préfet à respecter la loi d'habitat. Pas de modèle unique d'intervention, pas de solution unique de réponse à l'urgence et au logement digne, toutes les idées et énergies sont bonnes. Et ne pas attendre les politiques au pouvoir pour

avancer et rechercher, expérimenter d'autres modes de faire ensemble. Une autre société est possible, construisons la nous-mêmes !

Lettre en réponse à l'invitation du Groupe Femme, à « La Piscine-fabrique de solutions pour l'habitat », janvier 2012

Salut !

Nous avons donc parlé de votre invitation à la réunion du groupe femmes de défends-toit. Nous en avons, au final, assez longuement discuté, pour finir par décider que nous ne viendrions pas.

Nous sommes depuis plusieurs années impliquées dans des luttes autour du logement, où nous nous confrontons en permanence avec les pouvoirs publics, institutions, professionnels mais aussi avec un certain nombre d'asso.

Nous sommes toujours heureuses de rencontrer d'autres personnes qui bataillent sur les mêmes sujets (et même sur d'autres!) et ne doutons

pas que ce soit le cas d'une partie des participant.e.s à votre rencontre, mais nous nous posons à chaque fois la question du contexte dans lequel se passent ces rencontres.

En l'occurrence, vos initiatives nous posent vraiment question, voire problème.

Elles nous replongent dans l'impasse des initiatives de "participation citoyenne" dans lesquelles nous avons le sentiment de faire de la figuration (ou d'être des cautions), en tant que "vrais gens de la vraie vie, qui luttons authentiquement". Quelque soit le temps de parole qu'on nous accorde dans ce type de débats, il nous semble que ce qui est

retenu est principalement "le fait d'avoir participé, ce qui prouve que la démocratie fonctionne", et ceci pour appuyer des orientations de politiques sociales que nous combattons en réalité.

Pour nous, ces initiatives citoyennes s'inscrivent donc dans cette grande fable, selon laquelle les institutions actuelles seraient capables de démocratie, fable basée sur la place illusoire donnée aux "citoyens" (avec des cadres d'expressions limités, sans pouvoir sur l'ordre des choses ou si peu - et alors que beaucoup de gens ne sont pas et ne veulent pas être citoyens). Nous pensons aux conseils consultatifs de secteurs, aux commissions nationales pour le



Face à la dure réalité de la vie à la rue, des envies de se construire des abris, des cabanes plus confortables, d'aménager des containers maritimes, d'utiliser les friches sont des pistes de

solution pour améliorer le quotidien, le rendre plus digne. Trouver des réponses à l'urgence, faire par nous mêmes, s'inventer un autre mode d'agir et de vivre plus solidaire,

mais ne pas s'isoler, être en lien avec les autres formes de résistances et de solutions. En effet, cette démarche qui croise récupération des matériaux, problématiques sociales et réflexion sur d'autres modes d'habiter en ville ne doit pas faire oublier de dénoncer les responsabilités des dirigeants politiques et économiques qui produisent cette société injuste au seul service des riches et de leurs courroies de transmission, et qui mettent des gens à la rue.



débat public, aux concertations des habitantes et aux nombreuses assos qui organisent dans leur sillage des forums, des réunions, des concertations, des consultations, des débats, des expos, des rapports, etc. A notre sens, ces initiatives amollissent les rapports de force et délégitiment les autres prises de paroles et actions directes, celles des gens qui ne savent pas ou mal parler, écrire, qui ne sont pas propres, pas contents, impressionnés, fatigués, énervés. Faire de la "capacitation" pour pouvoir être de bonnes figurantes et rentrer dans les statistiques ne nous intéresse pas. Nous ne voulons pas sous-entendre que les

débats que vous mènerez seront inintéressants, mais nous avons peur de l'instrumentalisation de notre présence pour une toute autre fin qu'un simple "débat intéressant". Dans les rapports de force direct, nous nous "mettons en capacité", bref, nous retrouvons prise sur les choses, prenons la parole et contribuons à transformer le monde, d'une manière qui nous semble vraiment moins du flan que les "débats citoyens". Ainsi, pour nous confronter à un certain nombre d'acteurs du logement social, nous préférons mieux choisir les modalités de la

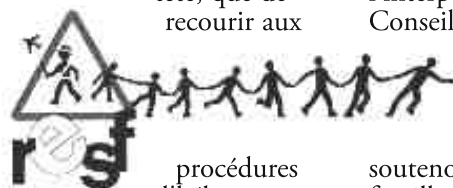
rencontre. Nous sommes curieuses de comprendre si vous pensez votre action comme un accompagnement, un infléchissement ou une remise en cause des politiques existantes, et dans quelle mesure vous cautionnez ou non "la démocratie citoyenne, participative, etc.". Nous espérons que vous compreniez notre méfiance. à une prochaine sans doute, le groupe femmes du collectif défends-toit



RESF

Je m'appelle Marianne Herlic. Enseignante, nouvellement retraitée, je suis également une adhérente active du syndicat sud éducation. Je suis membre du réseau education sans frontières 38 (resf 38) depuis 2005. Le resf soutient des personnes sans papiers, parents d'élèves ou jeunes lycéen.ne.s. Nous sommes quotidiennement confronté.e.s aux difficultés rencontrées par ces personnes pour obtenir un hébergement. Les personnes que nous soutenons ne peuvent prétendre à un logement tant qu'elles n'ont pas été régularisées. Elles n'entrent pas dans le droit commun sur le sol français. Dans le meilleur des cas, elles sont hébergées en tant que

demandeur/euse.s d'asile ou de titre de séjour. Dans le pire des cas, lorsqu'elles voient signifier un refus à leur demande d'asile ou de titre de séjour, voire même une obligation à quitter le territoire français, elles sont sans droit et n'ont comme seule ressource pour avoir un toit sur la tête, que de recourir aux



procédures d'hébergement

d'urgence. Quand le resf s'est créé, les personnes qui venaient nous solliciter étaient en attente de réponse à leur demande de titre de séjour. Elles étaient de façon générale hébergées dans

différents dispositifs, et nous contactaient pour une aide à la régularisation de leur situation. Ce n'était pas facile pour elles, mais elles avaient un toit sur la tête. Quelques cas isolés de familles à la rue se résolvait assez rapidement avec une bonne mobilisation et l'interpellation musclée du Conseil général au titre de

la protection de l'enfance.

Actuellement, nous ne

soutenons plus que des familles ou des jeunes, jugé.e.s indésirables sur le sol français, ayant essuyé des refus à toutes leurs demandes, et sous le coup d'obligation à quitter le territoire français. La politique du gouvernement en matière

d'immigration s'est considérablement durcie. Tout est fait pour précariser au maximum les étranger.e.s qui désirent s'installer en France et les pousser à partir. Ils et elles n'ont plus aucun droit: droit à l'hébergement, droit à un minimum financier pour survivre. De façon générale, dans le contexte actuel, l'hébergement tel qu'il est conçu laisse à la rue de nombreuses personnes avec ou sans papiers. Dans la situation qui nous intéresse, la place de l'hébergement est centrale. Un.e étranger.e qui veut s'installer en France doit pouvoir justifier d'un domicile pour effectuer ses démarches. Au départ, notre action était centrée sur l'aide à la

LA PATATE CHAUDE

La Patate Chaude est un collectif rebaptisé à partir d'un regroupement plus large –le collectif du 16 septembre– qui s'était créé suite au Discours de Grenoble de N. Sarkozy le 30 juillet 2010. Ce discours, prononcé à l'occasion de l'investiture du nouveau préfet de l'Isère, profitait de la mort d'un jeune braqueur des quartiers sud de Grenoble et de celle d'un jeune

gitan dans le Loir-et-Cher, tous deux abattus par les forces de l'ordre, pour stigmatiser les français.e.s issu.e.s de l'immigration ainsi que les Roms.



Dès le début ce collectif s'est organisé politiquement contre la ségrégation subie plus particulièrement par les Roms, présent.e.s à Grenoble sur plusieurs

camps qui furent brutalement démantelés par la police. Rapidement la Patate Chaude s'est voulue indépendante de toute institution, au contraire des associations caritatives qui s'occupent des mêmes thématiques, mais qui par leurs subsides, sont subordonnées au bon vouloir de l'Etat, du Conseil Général et de la police.



régularisation. Actuellement, nous faisons face quotidiennement aux problèmes de survie les plus élémentaires et notre action s'en trouve fortement diminuée. Nous nous épuisons à trouver au quotidien des solutions au cas par cas pour que personne ne meure de faim ou de froid.

A la demande de logement des personnes sans papiers, les pouvoirs publics répondent par des solutions d'hébergement au cas par cas. Chambres d'hôtel inadaptées aux familles avec enfants, sans possibilité de faire la cuisine. Lieux d'hébergement ouverts dans l'urgence en période hivernale présentant, en général, des conditions indignes: dortoirs, accessibles seulement la

nuit. Seul.e.s, les demandeur/euse.s d'asile ont accès à une solution pérenne d'hébergement durant la période où l'état français examine leur demande. Cela fait partie du statut de demandeur/euse d'asile en France.

Mais actuellement, tout est fait pour restreindre l'accès à ce dispositif. L'état ne respecte pas ses engagements en terme d'obligation de logement et les collectivités locales sont obligées d'assumer à sa place. Tout cela au cas par cas avec des critères tels qu'enfants en bas âge, femme enceinte, maladie, etc. C'est pratiquement mission impossible pour les célibataires ou les couples sans enfants. Pour les demandeur/euse.s de titre de

séjour, le cas par cas est de rigueur et obtenir un hébergement est un véritable parcours du combattant.

L'état a mis en place une stratégie particulièrement xénophobe destinée à décourager les étranger.e.s. Il les affame, les laisse à la rue, répond à toutes leurs démarches par une maltraitance généralisée. Il s'agit de leur signifier par tous les moyens qu'ils et elles sont indésirables. Pour ce qui est de l'auto organisation, cela ne fait pas partie des revendications des personnes directement concernées. Il me semble que s'auto organiser suppose un minimum de droits à vivre et s'établir en France. Les personnes que nous soutenons sont très peu politisées. Elles sont

submergées par les difficultés quotidiennes pour survivre. Elles ne constituent pas un groupe à proprement parler. Elles comptent beaucoup sur les institutions et sont attachées à l'obtention de droits en France: droits au logement, à un suivi social, à une aide matérielle.

Nous qui les soutenons, ne luttons pas pour des logements, nous réclamons un hébergement pour toutes et tous. Mais, cette revendication n'est qu'un pis aller.

Nous luttons surtout pour que change la politique en matière d'immigration. Seule la régularisation des personnes désireuses de s'installer en France peut résoudre le problème.



Photo: camp de la Tronche, par Larzabal



La Patate Chaude s'était donné, entre autres modes d'action, l'occupation de locaux vacants ou vides. Cela afin d'accélérer le relogement des personnes qui en ont besoin et dénoncer la spéculation immobilière qui laisse un nombre élevé de logements

vacants dans l'agglomération. Dès octobre 2010, une maison appartenant au Conseil Général est réquisitionnée, puis un second bâtiment appartenant à un promoteur privé. A chaque fois la précaution est prise d'élargir la question du logement et des discriminations au-delà de la seule population Rom et sans-papiers, en rappelant que la stigmatisation des pauvres et le mal-logement s'aggravent chaque jour un peu plus et touchent des millions de personnes. L'exemple de la Patate Chaude est typique de ces collectifs qui se fondent en réaction à une injustice

et rallient ainsi des gens très différents tant par leur âge que par les courants politiques. On y croise des anarchistes, des membres de partis d'extrême gauche ou écolo, des gens de la mouvance libertaire lgbt, des syndicalistes, des travailleurs et travailleuses sociaux, des caritatifs remonté.e.s, mais a priori pas directement des personnes issues de la communauté Rom. Leurs actions sur le terrain engagent ainsi de nombreux débats et doutes avec la nécessité que les positions de chacun et chacune évoluent pour arriver à un consensus, toujours avec la volonté d'une organisation horizontale sans leader.

LA VISCOSE

Ahmed est un ancien habitant du quartier de la viscosse d'Echirolles, commune de l'agglomération grenobloise. Il a été président de l'association de son quartier et a participé à plusieurs luttes menées par les habitant.e.s en 2008 et 2009. Voici son analyse :

Dans les années 80, il y a eu un tournant dans le logement social, devenu un gros business. Dans les quartiers concernés, on a retiré la culture, évité que les gens pensent. On a poussé à la consommation, injecté de la drogue. Et petit à petit on a supprimé la mixité. Les instances politiques (aussi bien nationales que locales) ont réussi à récupérer les gens issus de l'immigration qui émettaient des critiques et portaient des luttes en les plaçant à des postes institutionnels (dans l'éducation, la culture, le sport...). Ils en ont fait des marionnettes pour étouffer leurs révoltes. La précarité économique était tellement forte que nous, habitant.e.s, on a zappé les questions essentielles. Notre toute première lutte a démarré aux Millepertuis, où j'habitais. Un jour, je reçois ma facture de gaz : je devais 680 euros. Incompréhension. Il existait une association dans le quartier que je suis allé voir, mais qui ne m'a pas convaincu (le président venait de partir avec 2000 euros en poche). La Confédération Nationale du Logement (CNL) était là aussi mais

était plutôt naïve. J'ai décidé de réaliser une enquête de voisinage pour connaître comment fonctionnaient les chauffages individuels de chacun.e.s. Avec les voisin.e.s, on s'est aperçu.e.s que les chaudières ne marchaient pas, ou mal, dans 55 logements des Millepertuis. La CNL et l'OPAC ont alors entamé des négociations avec cette association de quartier. On a fait établir des devis chiffrés à 65 000 euros de travaux. Et on a obtenu que soient changées toutes les chaudières. Tout ça parce qu'il y avait un véritable esprit de combat. Ça a été un travail de corps à corps. Les directeurs financiers de la boîte fournisseuse des chaudières et de celle chargée de leur entretien ont tellement flippé qu'ils ont failli se foutre sur la gueule lors d'une réunion. Ça nous a demandé un an et demi de boulot, mais on a gagné. Au même moment, avaient démarré les discussions sur le chauffage urbain collectif qui concernait 280 logements d'une autre partie du quartier de la Viscosse. Je suis devenu président de l'association de quartier. On a décidé de faire un travail de communication énorme,

on ne voulait plus que ce soit une association pour faire de l'animation. Tout le monde se plaignait que les loyers étaient chers, on payait énormément de charges alors que l'entretien n'était pas fait : arbres pas taillés, herbe pas tondue, papiers pas ramassés... Un jour, un vieux vient nous voir pour nous montrer sa note de chauffage. Pour un T3, en plus des provisions mensuelles, sa facture s'élevait à 400 euros. On est alors passé.e.s à la CNL, pour demander des comptes. Et on a décidé de mener notre enquête. On est parti.e.s à la recherche des dossiers et des données emmagasinés par l'ancienne association. On s'est rendu.e.s compte notamment que le système de chauffage urbain n'était pas adapté à l'architecture du quartier parce que la déperdition d'un bâtiment à un autre était importante du fait de leur éloignement. On a essayé de comprendre comment le mécanisme fonctionnait, comment il s'était mis en route, les connexions entre l'OPAC, la compagnie de chauffage, et la ville. On s'est appuyé.e.s sur la diversité des gens, leurs savoirs et



Par ailleurs, la confrontation avec la brutalité de la police lors de la répression de rassemblements ou à l'occasion de l'expulsion d'une des maisons occupées, les procès et bien sûr le cauchemar quotidien des sans-papiers face à la trahison des institutions, ont radicalisé les membres du collectif les plus citoyennistes qui pensaient que par la seule négociation confiante, on pouvait obtenir quelque chose. Cette amertume a été renforcée par les compromissions, pour ne pas dire trahisons, des structures de l'action sociale et du caritatif grenoblois dont les chef.e.s sont souvent à la solde du pouvoir.

S'est ainsi installée l'évidence d'un nécessaire rapport de force, souvent difficile à gérer quand il s'agit d'intégrer à la lutte les personnes en grande précarité, parlant une autre langue, exposées à la répression par leur statut administratif et pas forcément habituées à l'action politique.

En discutant avec des membres de la Patate Chaude on sent combien ce dernier point est important et les oblige à la précaution de ne pas confisquer la parole de celles et ceux avec qui se développent des solidarités. Un autre point qui empêche l'action du collectif est l'extrême

difficulté qu'il y a à conventionner un squat de réquisition: le dalo s'avère une supercherie dans les faits, les élu.e.s se dédouanent et renvoient la balle aux associations conventionnées mais qui n'ont pas pouvoir de décision, les arrêtés de "justice" même favorables ne sont pas appliqués ou sont contournés par des coups de force de la police...

Un blog fournit pas mal d'infos et une revue de presse locale:
<http://collectif16septembre.wordpress.com/>



connaissances et on a commencé à émettre des revendications et à faire valoir nos droits. Après avoir reçu les provisions de charge, on a organisé une réunion publique où 120 personnes sont venues. La lutte a commencé comme ça. On donnait un maximum d'informations aux habitant.e.s, on faisait signer des pétitions. On a aussi réussi à se servir des médias, on a par exemple fait venir « la caravane des mal logés » un soir, on est passé.e.s à la télé avec nos vieux du quartier qui faisaient de la peine, qui avaient bossé toute leur vie et se retrouvaient à ne plus pouvoir payer leur loyer. Et on a mis les politiques locaux au pied du mur. On a éclairci les choses, lors d'une réunion où on était d'un côté le bureau de l'asso, d'un autre des élus et directeurs des services de la ville, d'un autre encore tous les cadres de l'OPAC 38. Nous on était tellement bien organisé.e.s qu'on a

qui ai pris la parole mais les autres me soufflaient ce que j'oubliais. On maîtrisait le dossier, on pouvait leur montrer en quoi ils faisaient des conneries (pas d'étude thermique, pas d'isolation correcte,...). Pendant trois ans, un ancien du quartier avait essayé d'alerter les voisin.e.s sur une fuite mais sans succès alors que le coût se répercutait sur les factures. On avait désigné des gens du quartier qui avaient des connaissances en plomberie ou dans d'autres domaines concernés, pour faire des diagnostics. On a obtenu qu'ils nous rendent un trop perçu de 95 000 euros (35 000 pour l'eau et 60 000 pour le chauffage urbain), sans signer dans un premier temps le protocole d'accord qu'ils voulaient nous imposer. On ne prenait que des décisions collectives et on a jugé qu'il n'y avait pas assez de garde fous dans ce protocole. Pour que la lutte rejaillisse publiquement et

refusé leur powerpoint, et pris directement la parole. C'est moi

qu'on sache que des habitant.e.s avaient gagné une lutte contre des institutions, on a exigé des garde fous et de signer le protocole avec les modifications souhaitées, au conseil municipal, en présence de tou.te.s les acteur.rice.s concerné.e.s par cette histoire.

Le combat a fini par s'essouffler. Cette lutte avait duré longtemps, eu des conséquences sur nos vies de famille et cette victoire a marqué un coup d'arrêt. On n'aurait pas dû accepter qu'ils nous remboursent, on aurait dû continuer à lutter et demander des choses plus radicales. Notre association, il fallait la tenir debout. J'étais fatigué et j'ai senti qu'il fallait que je parte. J'ai préparé mon départ, d'autres habitant.e.s ont pris la suite, avec d'autres priorités. Mais on a quand même initié quelque chose, d'autres luttes sur le chauffage urbain sont menées depuis dans d'autres quartiers de l'agglomération.



IL S'AGIT DE NE JAMAIS DEMOLIR

Pour nourrir la réflexion et l'action sur l'importante question du logement, nous vous livrons un texte vraiment chouette de Frédéric DRUOT, initialement publié dans *Architecture Aujourd'hui* (N°374 Oct/Nov. 2009).

Ce texte nous rappelle ce que le bonheur d'habiter peut être, les errances de l'architecture, les bonnes idées ignorées, les occasions inespérées qu'offre la transformation des bâtiments et des quartiers stigmatisés plutôt que leur démolition.

Frédéric DRUOT est un architecte DPLG (Diplômé Par Le Gouvernement), diplômé de l'école d'architecture de Bordeaux en 1984.

Dans cette ville, il fonde en 1987 avec quelques amis architectes l'agence d'architecture Epinard Bleu, qui deviendra l'une des jeunes agences cultes de l'architecture française des années 90. Les thèmes et les échelles d'études sont libres, les champs disciplinaires s'entrecroisent : le design, la musique, la mode, l'urbanisme, l'architecture sont des prétextes aux plaisirs de la recherche et des réalisations guidées par l'idée de projet.

En 1991 il monte sa propre agence et enchaîne des réalisations, principalement dans le domaine de la culture, en même temps qu'il se consacre aux espaces urbains, denses objets de remaniements.

En 2011 il réalise avec Anne LACATON et Claude VASSAL la transformation de la Tour Bois le Prêtre et de ses 100 logements, pour en faire un site occupé, mettant ainsi en pratique les réflexions qu'ils avaient tous trois énoncées dans : *PLUS Les grands ensembles, territoires d'exception*, édité en 2007.

(Cf. chronique Contre-Culture)

www.druot.net

« J'aimerais habiter le Taj Mahal. »

En 1985, dans un texte écrit avec Epinard Bleu pour l'Architecture d'Aujourd'hui, Jacques Hondelatte rêvait : « J'aimerais bien habiter le Taj Mahal, la tour de Pise, la statue de la Liberté, les jardins de Grenade, le projet de Nouvel à la Défense, les grottes d'Altamira, Saint-Marc de Venise et les arènes de Séville. »

Habiterait-on mieux ce qui n'est pas fait pour être habité? Par ces temps de crise, froids et humides, la qualité des projets progresse indiscutablement, l'architecture est de plus en plus l'objet de débats, elle est de plus en plus médiatisée. Bizarrement, jamais plus qu'aujourd'hui, le logement "traditionnel" n'a autant ressemblé au logement "collectif", le logement "urbain" au logement "rural". Bizarrement, jamais plus qu'aujourd'hui, le logement n'a été que la reproduction indéfiniment ressassée du modèle bourgeois, plus ou moins rétréci, plus ou moins adapté aux dernières normes socio-économiques. Bizarrement, paraît définitivement admise et reconnue

cette réponse traditionnellement précise aux prétendus besoins précis de la famille moyenne idéale: l'homme qui travaille et la femme qui reste au foyer pour s'occuper des trois enfants qui vont à l'école. En refusant de fait l'évolution de la nature de la morphologie et du fonctionnement du logement, on refuse quelque peu de reconnaître l'évolution du concept de famille. Je reprends: le logement serait un sujet aussi tabou que celui de l'unicité de cette cellule familiale, dont on nous dit qu'elle est le fondement de nos sociétés. Le logement habituellement proposé est un assemblage d'espaces exactement définis par une fonction très marquée, les espaces extérieurs sont généralement anecdotiques, le mobilier plus ou moins intégré, les surfaces, les fonctions, l'équipement plus ou moins rationalisés. Soyons lucides: on habite un peu coincé aux entournares. Il faut dire aussi la panique quand il s'agit de dessiner un appartement et que le seul positionnement de l'interrupteur de la prise commandée dans une chambre de 2,70 m sur 3,40 m implique la position du lit, une

seule façon de meubler, peut-être une seule façon d'habiter. Le fonctionnel compromet la liberté de l'usage. Souhaitant échapper à l'implacable déferlement de logements standardisés, conventionnés, proposés par le marché de l'immobilier, vivre dans des lieux étranges, vastes et généreux, apparaissait comme une solution attirante pour notre génération. Pour exorciser ce mal, nous avions, avec Jacques Hondelatte, choisi l'enthousiasme, la légèreté, et pris quelques libertés avec insouciance. Nous pensions que réfléchir au logement, quand on est architecte, c'est s'accorder avec grâce et élégance à la préparation du plaisir des autres en leur offrant une liberté maximale d'usage. C'était un remède naturel, pour un objectif assez simple, qui semblait évident et aisé à atteindre. Comment pouvions-nous imaginer que tous les architectes, tous les bailleurs, tous les maîtres d'ouvrages, tous les entrepreneurs n'en conviendraient pas puisqu'il n'y avait pas de pensée plus sage et plus enthousiasmante que celle-là? Comment ne pas en être certain, dès lors que ce que nous avions



pensé, écrit, était publié? Dès lors que, dans le même numéro de l'Architecture d'aujourd'hui, Lucien Kroll et Jean Nouvel revendiquaient la même simplicité et la même générosité? Lucien Kroll écrivait sur sa pratique ethnologique amiable. Jean Nouvel et Jean Marc Ibos présentaient les premières études de Nemausus en s'appuyant sur deux fondements historiques: la valorisation du contexte urbain et la quantité d'espace.

Que pouvait-il y avoir de plus joyeux? Le territoire s'éclaircissait, les perspectives s'allongeaient, le mystère revenait... 40 ans après les débuts de la reconstruction, la question du logement allait enfin s'épaissir et donner des réponses grasses et généreuses, des Taj Mahal, des tours de Pise, des lofts new-yorkais pour habiter. Il suffisait finalement d'oublier l'architecture. Il suffisait d'éclairer le grand territoire, d'en multiplier et d'en étirer les perspectives, d'en chatouiller les franges, de rester attentif aux intentions et précis sur le bénéfice des usages, de penser une économie tenue, d'alléger le superficiel, d'augmenter la capacité, la fluidité, la diversité, de se placer à l'intérieur en regardant dehors et sourire enfin.

Mais le temps a passé et rien n'a changé. Etions-nous de doux rêveurs? Lucien Kroll et sa bienveillance s'évaporaient dans la solitude des limbes, Nemausus dans les nimbes de l'exception et des ébats de la communication. Pire que cela, la réalisation de ces 120 logements suffisait à la France entière des constructeurs pour se rassurer et éluder la question. Combien de projets dans les années qui suivirent en ont pillé l'image, les textures, les manières, sans en retenir jamais l'essence? Oubliée la vie, oubliés les gens! Les architectures se regarderaient encore une fois de l'extérieur. Les architectes seraient toujours des fabricateurs de clos et d'enveloppes, des emballeurs plus ou moins élégants des programmes ficelés, aux ambitions archaïques et aux typologies convenues. Raymond Devos, parlant des chaussures qu'il venait d'acheter, disait: « Elles font bien dehors

mais, dedans, elle font mal... » Le logement restait une belle chaussure! Que fallait-il faire? À qui fallait-il parler? Qui fallait-il convaincre pour que le logement sorte de son froid chemin? Quel court-circuit fallait-il inventer? Quelle machine fallait-il enrayer? Quelles occasions fallait-il saisir? Où se situait le territoire de la liberté d'usage?

« un cas d'école: la cité lumineuse à Bordeaux. »

En 1995, les 80 familles encore présentes dans la cité Lumineuse crient leurs désirs de rester dans leur Taj Mahal. Celui-ci est un immeuble de 360 logements

Lumineuse » était l'enclave du mal, portant, à elle seule, toutes les difficultés du monde. La misère, la drogue, l'insécurité étaient ses stigmates, au service d'un credo public qui, des banlieues de Lyon et Paris en passant par Marseille et par de méchants quartiers de villes du Nord, se termine encore aujourd'hui par cette conclusion: démolissons. La démolition donnerait-elle des ailes à la croissance? Relancerait-elle le secteur industriel à peine vivant de Bordeaux? Stopperait-elle net le trafic international de stupéfiants? Empêcherait-elle la petite violence? Ou ne ferait-elle qu'amaigrir les questions de société en déplaçant les sujets vers d'autres lieux? Sur



construit en 1960 alors destiné à la démolition. En écho à ces cris, nous étudions sa conservation, alternative à la démolition et, travaillant sur la question de ses capacités de transformation, nous pensons avoir enfin trouvé « Le territoire » du logement. Depuis 35 ans, la « Lumineuse » se dressait, rayonnante, face à la Garonne, offrant à ses habitants le spectacle grandiose d'une géographie exceptionnelle. Aérienne pour ceux qui l'habitaient, mais aussi pour ceux qui, objectivement, voulaient bien en considérer les qualités. Pour tous les autres, la majorité, c'est-à-dire finalement personne, la «

trois 300 familles (1.500 personnes), plus de 250 ont été poussées dehors, encouragées par l'incroyable stigmatisation de leur immeuble. Comment auraient-elles pu faire autrement et rester dans un immeuble dont on disait tant de mal? Comment inviter ses amis dans « l'enfer »? Ne pas démolir, c'était garder le petit équilibre simple d'une organisation de quartier. Ne pas démolir, c'était donner la possibilité à des habitants de conserver le bénéfice d'une situation géographique remarquable et de ne pas pleurer 35 ans d'histoire. Transformer, c'était faire la démonstration de l'incroyable capacité d'évolution de



l'immeuble par la transformation de chaque appartement existant. C'était imaginer que l'image négative que portait l'immeuble pouvait être bousculée et passer vers un état « radioux ». Transformer, c'était percuter la question du logement contemporain en desserrant le frein des modèles, hors des réglementations, mais dans le pur respect des règles de l'art. Transformer, dédensifier, étendre, identifier, ajouter, offrir, ouvrir, c'était faire de l'immeuble un objet de convoitise et de jalousie. Pensant au «suspended judgement » de Rem Koolhaas, j'avais imaginé qu'au pire, on pouvait plonger cette cité dans un « coma merveilleux » pendant la durée duquel l'attention

Malheureusement, fin 1995, aucun mot contraire aussi simple et aussi déraisonnablement efficace ne coulait de la plume de madame la sous-préfète qui signait l'arrêté d'autorisation de démolition. Le verrouillage du logement persistait.

« il s'agit de ne jamais démolir. »

« Il s'agit de ne jamais démolir, ne jamais retrancher ou remplacer, toujours ajouter, transformer et utiliser »... Ainsi commence le rapport d'études que nous avons réalisé avec Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal pour le ministère de la Culture et de la Communication, ministère de tutelle de l'architecture et des

peine créée, celui de la Ville. Côté ministère de la Ville, la machine était lancée, l'ANRU (Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain), le guichet unique, les premiers dossiers de démolitions / reconstructions présentés par des bailleurs heureux de trouver des financements par le biais de solutions toutes faites. Aucun débat n'eut lieu sur le sujet entre les deux ministères, aucun commentaire du ministère de la Ville sur les intentions attentives et éclairées du ministère en charge de l'architecture.

« rien, c'est quand même quelque chose. »

La volonté de ne jamais démolir n'est pas née d'un sens poussé du devoir de mémoire ou de quelques idées nostalgiques sur la question du patrimoine. Ne pas démolir, c'est désormais construire une stratégie. Une stratégie d'enrayement de la fatalité et du désenchantement. Une stratégie de réengagement de l'architecture sur le champ des plaisirs, sur la question d'habiter, d'occuper, sur la question générale de la liberté d'usage des lieux et des espaces. Conserver et transformer sont des moyens de se glisser dans les



Collectif de Gennevilliers contre les démolitions de HLM et la gentrification
<http://antidémolition.blogspot.fr>

et les regards publics auraient été plus doux, plus attendris, plus attentifs pour qu'à son réveil, la bête se transforme en carrosse. Je sais la difficulté de circonscrire en un seul mot une pensée. Le terme de démolition est encore l'exacte exception de cet exercice. Ses 10 lettres semblent régler d'un trait les cas sans issue de notre société.

architectes. La question soulevée par Jean-Jacques Aillagon en charge de ce ministère portait sur la recherche de solutions alternatives à la démolition des grands ensembles de logements. Ce questionnement légitime était suscité par l'inquiétude liée au fol engouement pour les démolitions que prônait un autre ministère à

interstices des dérèglementations, de la diversité, de la multiplication des cas et des attitudes. Ce n'est pas une stratégie de l'exception mais une stratégie de la masse. Il s'agit bien de faire de façon massive et infiniment variée ce que tout un chacun espère de l'usage du monde. Les lamentations et les espoirs déçus des architectes



Container city, London city, UK

s'égrènent au fil des 30 dernières années sur le sujet, jusqu'à en constituer une forme élégiaque de la revendication, admise, reconnue et inoffensive. Loin de l'Europe, la touche française, l'exception culturelle, les pôles d'excellence et autres lance-roquettes, sont aujourd'hui les représentations les plus oniriques de cette lente plainte. Sur le fond, ces expressions narcissiques sont marquées par la désespérance d'un manque de reconnaissance et d'un manque d'amour. Par tropisme ou consciente activité, cette triste réalité se drape de joie et d'énergie pour mieux se pencher sous les lumières de la scène des affaires. L'exception doit être réservée à la médiocrité. Sans cet objectif, l'exception et la singularité seront les moyens les plus efficaces pour confirmer l'indigence et l'étendre. 75 % de la masse financière globale des travaux du bâtiment est affectée à la construction de logements, 95 % des constructions de logements donnent naissance à des produits standards et financiers. L'agitation est à porter sur la masse et non sur les phénomènes perturbateurs d'attention. Pour le logement, ne pas démolir c'est faire avec l'inattendu, mettre à découvert la chaîne d'organisations pragmatiques qui règle dans une même logique comptable, la dimension de logements, la façon d'habiter, la dimension des carrelages de la salle de bains, le financement, les attributions, le coût des loyers, les coûts de la construction. Ne pas démolir, c'est provoquer les acteurs de la construction sur un terrain inadapté aux règlements.

Transformer, c'est finalement faire de la jurisprudence, en relançant sans fin les dés pour créer enfin une multiplicité de cas, de situations, d'actions capables d'asseoir les réflexions hors des modèles et des séries. Les typologies de logements, les tailles des bureaux, les jeux d'enfants dans les jardins publics sont des séries marquées par les conventions et le rituel des procédures. Plus il y aura de multiplicité de cas, moins il y aura de modèles, plus il y aura de libertés d'usage. S'opposer aux démolitions est un combat qui va au-delà du bon sens et de l'empathie. Comment ne pas convenir en effet qu'il est parfaitement crétin de se retrouver, tel le Sapeur Camembert, face à un gigantesque tas de gravats de béton alors que, parallèlement, nombre d'actions de construction sont à mener, alors que plus de 800.000 demandes de logements sont en attente, alors qu'à l'heure du "développement durable" et des savants calculs sur la consommation des ampoules électriques, les salariés français parcourent en moyenne 26 km par jour pour se rendre sur leurs lieux de travail, qu'ils passent entre 19 et 32 minutes dans les transports, alors que l'économie a largement perdu de sa superbe?

Transformer, adapter, prolonger, ajouter, rapprocher, associer, permettre le mouvement, la fluidité, c'est créer une chance unique de voir enfin émerger les questions d'habiter, de travailler, de s'amuser de la profonde léthargie dans laquelle 40 ans d'histoire des politiques architecturales et urbaines ont plongé le logement, les espaces de travail, les espaces de loisir et les villes. « Oh ! » s'exclament en chœur les acteurs compétents: « Les statistiques montrent que les gens sont heureux, qu'ils sont à 80 % satisfaits de leurs logements ! » Mais oui, mais oui, ils sont statistiquement satisfaits, satisfaits d'être logés, satisfaits d'avoir un boulot, mais la part de liberté d'usage, la part de plaisir, la part de

facilité est-elle atteinte? Pour le logement, est-il possible de faire des choses aussi simple que de prendre un peu le soleil, d'étendre du linge sans mutiler une pièce, de faire de la musique sans déranger sa mère, de garer son vélo sans recevoir un courrier recommandé, de laisser un ami s'installer confortablement chez soi, de recevoir ses 28 frères et sœurs pour un repas, de jeter ses bouteilles en verre dans la poubelle idoine sans risquer de réveiller le quartier, d'aller paisiblement bosser et faire ses courses à pied, d'attraper à deux pas de chez soi un transport en commun pour traverser la ville à toutes heures de la nuit? Ces plaisirs sont-ils apparents dans la programmation des logements actuels? Sont-ils présents dans les volontés de renouvellement urbain?

« pourquoi tant de punitions ? »

Depuis 2000 ans, nous payons la « dette infinie du Christ », mettons le plaisir en apnée et nos « sourires en grève ». Cela a certainement à voir avec la facilité avec laquelle nous sommes prêts à accepter l'idée de vivre si éloignés de nos envies et de nos natures mobiles. Je crains qu'à cette dette, s'en ajoute une autre, celle de l'environnement. Qu'en rémission de nos péchés, ne s'abatte sur nous un déluge d'âneries technologiques et de réglementations durables sans effet sur nos attendus et nos plaisirs. Un remake, en quelque sorte, des années 1990 où l'isolation et l'amiante ont tartiné nos grands ensembles à grand renfort de finance, sans qu'à aucun moment ne se pose la question du logement. Qui donc à cette époque a pris plaisir à habiter dans 20 cm d'épaisseur de laine de verre? Pauvre petit garçon derrière sa fenêtre du 15e! Les dangers de la « contagion émotionnelle » de l'écocitoyenneté sont une raison de plus pour considérer la transformation des existants comme le rare territoire capable d'opposer à une stratégie de marché, une stratégie de cultures adaptées aux plaisirs des gens.



Finalement, cette immense quantité de « rien », cette immense matière faite de grands ensembles, d'accumulations d'immeubles trop grands, trop petits, trop sales, trop mal placés, trop pas assez machin, considérons-la pour ce qu'elle est, acceptons ce qu'elle a déjà permis d'offrir et, avec peu de choses, faisons-en de l'extraordinaire.

Furetons sur les territoires, sur toutes les situations et matières existantes pour

y installer une « instabilité définitive ».

Sur les terrains extra muros de la Villette,

installons un nouveau Zénith plus vrai que

nature. Sur les derniers résidus

construits de l'île Seguin,

sur les terrassements et les constructions

fragiles des favelas de Rio et de Sao

Paulo, sur les toits des villes, ajoutons de

merveilleux logements.

Engageons-nous pour que, lorsqu'il

n'y aura plus d'enterrement, la Madeleine

devienne le seul sanctuaire du « monde sauvage », pour que 100 sites parisiens de logements intra

muros puissent être transformés pour créer de la densité et parler enfin du logement, pour court-

circuiter une vingtaine de portes périphériques afin de faire entrer la banlieue dans Paris... Ou l'inverse.

Faisons un effort objectif sur cette somme de rien à enchanter...

Faisons un effort pour ne plus s'ennuyer avec l'architecture,

matière si dérisoire au regard des affaires du monde et pourtant si

essentielle à son usage.

D'accord, c'est vrai, irrémédiablement, je continue à croire avec quelques amis, qu'un beau matin, ici et là, les lapins auront des ailes.

Frédéric Druot, architecte
2009



"Le projet de métamorphose de la Tour Bois le Prêtre a consisté en la transformation radicale des conditions de confort et d'habitabilité des 100 logements de l'immeuble occupé. La tour construite en 1962 développe sur 50m de hauteur, 16 niveaux desservant chacun 4 ou 8 logements. Par ajout d'extensions chauffées, de jardins d'hiver et de balcons, la surface hors œuvre d'origine de 8900m² est portée à 12460m². Cette nouvelle organisation des surfaces et des améliorations techniques précises permettent d'adapter l'offre locative en répondant par la création de nouvelles typologies aux besoins des familles, de rendre de plain pied l'accès à tous les logements, de réduire passivement, la consommation des énergies de plus de 50%, en particulier par l'adjonction de jardins d'hiver."

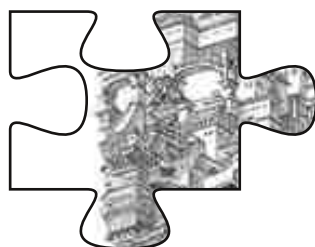
Frédéric DRUOT



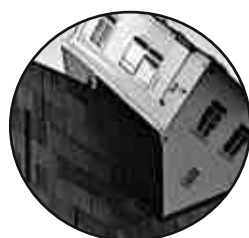
URBANISME ARCHITECTURE

Une rubrique urbanisme, ben oui... on s'est dit que d'ouvrir le débat, en proposant quelques papiers sur la ville et les forces qui la façonnent intéresseraient sûrement celles et ceux qui participent à la construire, celles et ceux qui y vivent, qui y luttent. Cette rubrique va tenter modestement de donner quelques outils pour lire nos villes aujourd'hui, pour comprendre ce qu'elles deviennent ou ce qu'elles vont devenir. On ne propose pas une boule de cristal mais des points de vue sur ce qu'il se passe aujourd'hui et sur ce qui nous entoure en tant qu'usager.e de l'urbain.

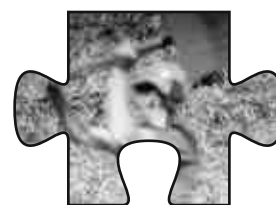
On poursuit sur le thème du logement avec une analyse historique et syndicale des modes d'habitation du XIXème siècle à nos jours. Ou comment l'organisation du logement dans la ville participe d'une organisation sociale. On continue aussi dans l'explication du métier d'architecte avec une interview à plusieurs voix.



P 25 à 33



P 34 à 37



p 37

DE LA PRODUCTION À L'USAGE

UNE APPROCHE SYNDICALE DE LA QUESTION DU LOGEMENT

Notre place dans le cycle de production, notre forme d'organisation syndicale, et notre projet révolutionnaire, induisent une implication essentielle dans l'acte de construire. Si ce dernier ne se résume pas à la question du logement, il reste indéniable qu'en tant que totalement producteur/rice.s de ces espaces et usager.e.s de leur part dite "sociale", notre intérêt est particulièrement vif à leur endroit.

Si, comme producteur/rice.s notre contrôle se limite malheureusement aujourd'hui à l'implantation que nous avons dans les entreprises, notre structuration en syndicat d'industrie, -rassemblant localement, à travers tous les métiers du BTP (du manoeuvre à la charpentière, du plombier à l'architecte, de l'agente immobilière au couvreur, du métreur à la maçonne, du concierge à la géomètre, etc.), tou.te.s ses acteur/rice.s-, nous permet par nos principes d'échanges mutuels d'envisager les orientations et les moyens d'une intervention révolutionnaire sur le sujet. Le présent texte s'interrogera sur la conception, la construction et la gestion d'un habitat collectif auquel doit répondre notre objectif de syndicalisation des moyens de production pour l'abolition du salariat. Dès aujourd'hui, mais pour demain, nous bâtissons les moyens d'une réelle autonomie prolétarienne.

1. Où naquit l'utopie socialiste germa l'idée de ville idéale.

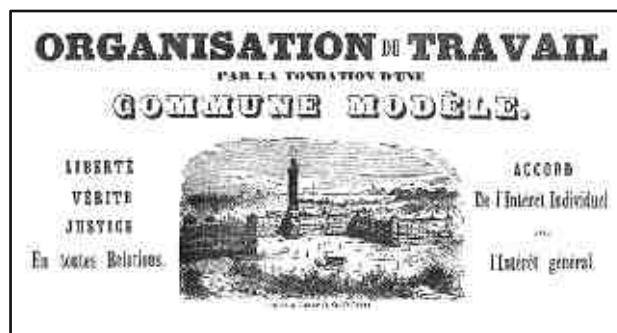
Les premier.e.s socialistes français.e.s et anglais.e.s, dit "utopiques", ont rêvé d'une société harmonieuse, illustrée dans l'invention d'une ville idéale sensée assimiler progrès techniques et sociaux. Ce "socialisme des origines" peut être considéré tout à la fois comme le produit et l'antidote de la société industrielle naissante.

Loin cependant de se contenter de visions prophétiques (qui quelquefois donnèrent au xxe siècle les projets urbains les plus concentrationnaires), ils et elles ont essayé – au moyen de communautés qu'ils créèrent – de bâtir une nouvelle société urbaine, dans un mode socialisé des rapports humains, allant même comme Fourier¹ jusqu'à décrire avec précision les nouvelles pratiques des relations sexuelles dans son ordre amoureux vers 1830.



Le phalanstère de Charles Fourier.

On peut évoquer Étienne Cabet² décrivant dans le Voyage en Icarie (1840) une société militarisée quelque peu effrayante, à



l'urbanisme mécanique, dont les expérimentations successives américaines (Texas, Iowa, Californie) se prolongèrent de 1847 à 1895.

Ou Charles Fourier pensant le phalanstère; Victor Considérant³ vulgarisant l'idée, pour qu'enfin Jean-Baptiste Godin⁴, en 1860, réalise le familistère (ou Palais social) de Guise (Aisne), comme un vaste ensemble destiné à 900 personnes, et constitué d'un habitat modulable, d'une crèche, d'une école, d'un théâtre, de bains et de lavoirs.

1: Charles Fourier: (1772/1837) Philosophe français, plusieurs communautés utopiques, indirectement inspirées de ses écrits, ont été créées au 19ème siècle

2: Etienne Cabet: (1788/1856) Il écrivit en 1840 Voyage en Icarie, description d'une cité idéale; et fonda en 1848 une communauté utopique nommée, Icarie, sur les bords de la rivière Rouge, au Texas.

3: Victor Considérant: (1808/1893) Philosophe, économiste et polytechnicien, adepte et vulgarisateur du fouriérisme.

4: Jean-Baptiste Godin: (1817/1888) Industriel français, écrivain et théoricien politique, fabricant de poêles en fer et influencé par Charles Fourier, a développé et construit une communauté résidentielle et industrielle au sein de Guise appelé le Familistère (palais social).



UN TOUR DE COCHON

À la fin du xix^e siècle, en France, le loyer est dû par terme de six mois, payables d'avance, à la mi-avril et à la mi-octobre. Le jour du terme, Paris est sillonné de charrettes à bras et de voitures de déménageurs qui utilisent une cloche pour signaler leur disposition à d'éventuels locataires sur le départ.

Le déménagement à la cloche de bois (silencieuse) est alors clandestin.

Dans les années 1880 se créent des associations comme le Comité révolutionnaire pour la grève des loyers de François Hénon, ouvrier chaisier, la Ligue des anti-proprétaires du compagnon menuisier Joseph Tortelier ou les Compagnons de la cloche de bois. Les locataires y font appel pour organiser leur déménagement à la cloche de bois. La disparition de la presse libertaire, résultat de la répression qui suit la période des attentats de 1892-1894, met fin provisoirement à ces actions menées principalement par les anarchistes.

L'anarchiste syndicaliste Pennelier, ancien clerc d'huissier, organise (en 1903) le Syndicat des locataires sur le mode corporatif et le dote d'un programme de lutte contre le logement insalubre. Le syndicat tient permanence au bar de la Bourse, 1 bis boulevard Magenta, et sans réelles ressources, se contente de déménager ses adhérents le jour du terme.

Le 6 janvier 1910, Jean Breton, dit Constant, ancien communard déporté, conseiller prud'homal et ouvrier de la voiture, crée à la bourse du travail de Clichy l'Union syndicale des locataires ouvriers et employés de la Seine. Le trésorier est un certain Georges Cochon, dont la réputation va très vite grandir. Au début du xx^e siècle, près de la moitié des Français travaillent chez eux. Pour l'Union syndicale, l'insaisissabilité du mobilier ouvrier est alors une priorité, car outre les biens mobiliers, c'est l'outil de travail (alors propriété du travailleur) qui est objet de saisie. Le cahier de revendication de l'Union est le suivant :

– Assainissement des logements insalubres; Insaisissabilité du mobilier; Paiement à terme échu; Taxation des loyers; Suppression des étrennes au concierge.

Des réunions publiques, mobilisent les militants syndicaux pour permettre la création de sections. Le 15 février 1911, Georges Cochon, ouvrier tapissier est promu secrétaire général. Il tient une chronique régulière dans *La Bataille syndicaliste*¹⁴. En juin 1911, il y a 11 sections du syndicat à Paris, 9 en banlieue et 3 500 adhérents. De manifestations en déménagements à la cloche de bois, le syndicat se développe et appelle à la grève des loyers. Lors de saisies/expulsions, Georges Cochon met si bien en scène les mobilisations de l'Union syndicale comme ses propres interventions que la presse s'en empare et leur donne un écho inattendu.

Le spectacle est créé et s'alimente :

– 500 ouvriers grévistes du bâtiment construisent une maisonnette, pour la famille Travouillon (10 personnes) expulsée, sur un terrain de la mairie de Puteaux; Création du raffut de saint Polycarthe¹⁵ composé de clairon, casseroles et sifflets où chacun interprète de concert le morceau de son choix ; Tentative d'installer des familles au sein même du cabinet de Lepine¹⁶ qui régulièrement envoie ses «sergeots» contre les «déménageurs» de l'Union ; Construction en 13 minutes, par le syndicat des charpentiers, d'une maison pour la famille Husson, au milieu du jardin des tuileries;

La réputation grandissante de son secrétaire général, et l'implication personnelle de Georges Cochon dans les élections municipales de mai 1912, amènent des discussions dans l'Union et provoquent la scission. Cochon exclu, rejeté par le mouvement ouvrier et les libertaires, crée la fédération nationale et internationale des locataires.

Le 8 janvier 1913, il ira même jusqu'à vouloir occuper la bourse du travail pour y installer Mme Saint, locataire expulsée.

L'Union se transforme en fédération nationale, mais végétera jusqu'à la Grande Guerre où la question des loyers des soldats mobilisés consacra la première reconnaissance officielle des associations de locataires. Elle est l'ancêtre de la Confédération nationale du logement (CNL).



14: La Bataille syndicaliste: (avril 1911/octobre 1915)

Journal quotidien, organe officieux de la C.G.T et de ses militants syndicalistes-révolutionnaires. Le journal atteindra rapidement un important tirage (jusqu'à 45 500 exemplaires en décembre 1912) et comptera un grand nombre de collaborateurs. Le titre se transforme en "La Bataille" lors de l'Union Sacrée.

15: «raffut de saint Polycarthe»:

Fanfare cacophonique, appelée ainsi en souvenir, sûrement, du prénom d'un ancien propriétaire de Cochon,

16: Louis Lepine: (1846/1933)

Avocat et homme politique français, préfet de police de la Seine et inventeur du Concours Lépine.





Ou encore Robert Owen⁵, réformateur dans sa manufacture de New Lanark en Angleterre qui créa ensuite New Harmony en Amérique.

Tous ont rêvé le socialisme dans une représentation urbaine. L'idée faisant son chemin, sera approfondie par des architectes du vingtième siècle, de ce qu'on nommera «l'école moderne», qui à travers le monde tenteront de mettre leur art au service de l'idée. La «cité radieuse»⁶ de Le Corbusier⁷ n'est-elle pas la projection verticale du rêve phalanstérien de Charles Fourier?

2. Où s'épanouit le capitalisme s'encasernent le prolétaire.

Comme le décrit P. Ariès⁸, avant 1850 toutes les classes sociales se mélangent dans le tissu urbain.

«La surpopulation ne permet aucune spécialisation sociale. Il n'y a pas de quartier populaire ni de quartier bourgeois, mais une même masse grouillante d'humanité où s'entassent pêle-mêle toutes les conditions. Un même immeuble abrite au fond d'une cour paisible et provinciale un hôtel aristocratique où l'on vit noblement, et sur la façade bruyante et malpropre des boutiques obscures, des appartements loués par étages les uns bourgeoisement, les autres pauvrement, misérablement, souvent sous les toits dans les attiques.»



Quartier ouvrier à mulhouse.

Mais la bourgeoisie décide, dès le milieu du 19ème siècle de reconquérir, à son seul profit, les centre-villes rejetant méthodiquement les classes populaires à leurs périphéries. Deux phénomènes peuvent être considérés à l'origine de cette décision qui induira la loi sur les logements insalubres et permettra l'expropriation de taudis et l'expulsion de 350 000 habitant.e.s du centre de Paris. Si le premier est la terreur provoquée par l'épidémie de choléra de 1849, le second est indéniablement la montée des luttes ouvrières.

Dès 1853 et sous l'impulsion du Baron Haussmann⁹, on reconstruit le centre du Paris et sa demi-couronne ouvrière: dix gares, vingt-

cinq théâtres, deux cents kilomètres de façades bourgeoises pour les uns et vingt mairies, quinze casernes de gendarmerie et quatre prisons pour les autres. A l'approche des grandes agglomérations les voies ferrées vont créer des pôles de peuplement près des gares: c'est la naissance de la banlieue, qui n'aura de cesse de s'accroître.

Pour loger, après relégation, ce qu'elle considère comme la classe dangereuse la bourgeoisie va aller dans deux directions:

2-1. Du grand Ensemble ...

Au 19ème siècle, dans les villes anciennes, le terrain est cher, souvent morcelé entre divers propriétaires voulant profiter du développement urbain pour mieux percevoir leur rentes, et la population ouvrière, forte d'une proportion importante de célibataires (due à une immigration rurale sélective), reste socialement turbulente. Malgré ses réticences, (à l'exemple de ce qu'en dit ici Villermé¹⁰), la bourgeoisie va réaliser des ensembles collectifs destinés aux classes populaires comme la cité de la rue Rochechouart ou le nouveau quartier de l'avenue Daumesnil à Paris.

«...pour ne point favoriser ces conversations sans mesure et toujours indiscrettes qui ont si souvent lieu entre portes, entre voisins. On sait que ces conversations les détournent des soins du ménage et créent des guerres, des querelles, des inimitiés, des habitudes de paresse!

Comment prévenir ces fâcheuses rencontres d'un grand nombre d'individus montant et descendant chaque jour le même escalier, parcourant les mêmes corridors ou bien s'apercevant à la porte des cabinets malheureusement communs (...) les précautions les plus nécessaires à la décence que l'on s'accoutume à ne plus observer (...). Il ne faut donc de cité ouvrière que pour les familles dans des conditions de salubrité et d'isolement compatibles avec leur position d'ouvriers et de personnes mariées, honnêtes, laborieuses, qui élèvent leurs enfants dans les principes de la religion et de la morale et en particulier, leurs filles dans la modestie et la retenue.

Tout en reconnaissant combien il serait à désirer que les ouvriers eussent tous des habitations salubres, commodes et peu coûteuses, il ne faudrait pas en rassembler des multitudes dans des sortes de grandes casernes où les mauvais exercent constamment une mauvaise influence sur les bons (...). Dans les mêmes maisons, on ne ferait qu'exciter leurs folies socialistes s'ils en sont atteints et fortifier leurs mauvais penchants en les mettant en commun.»

*Annales d'hygiène publique et de la médecine légale. 1850
Villermé*



5: Robert Owen: (1771/1858) réformateur social Gallois et l'un des fondateurs du socialisme et du mouvement coopératif.

6: La «cité radieuse»: Fut construite à Marseille de 1945 à 1952 par Le Corbusier, qui l'a conçu comme un «village vertical» appelé «Unité d'habitation». Elle compte 360 appartements en duplex séparés par une «rue intérieure».

7: Le Corbusier(Charles-Édouard Jeanneret-Gris) (1887/1965) Architecte, urbaniste, peintre et homme de lettres de nationalité suisse, naturalisé français en 1930. est l'un des principaux représentants du mouvement moderne avec, entre autres, Ludwig Mies van der Rohe, Walter Gropius, Alvar Aalto, Theo van Doesburg.

8: Phillipe Ariès: (1914/1984) Journaliste, essayiste et historien français.

9: Le Baron Haussmann: (1809/1891) Préfet de la Seine de juin 1853 à 1870, a dirigé les transformations de Paris sous le Second Empire en élaborant un vaste plan de rénovation.

10: Louis René Villermé: (1782/1863) Médecin et sociologue français, considéré comme un pionnier de la médecine du travail.



LA GRÈVE DES LOYERS, BARCELONE 1931

Dans les années 1920, Barcelone fut la ville d'Europe à la croissance la plus rapide (62% dans la décennie), et dans les années 1930, devint la plus grande ville d'Espagne avec 1,5 millions d'habitants.e.s. Pénurie de logements, inflation des loyers (augmentation de 150%), surpopulation et détérioration du parc existant en fut le résultat pour la classe ouvrière. En 1927, 6 000 baraques de bidonvilles, abritant 30 000 personnes, avaient été construites par des marchands de sommeil dans Barcelone intra-muros pour suppléer au manque de logements. En 1933, on estimait que 20 000 appartements ou maisons à Barcelone n'avaient pas l'eau courante.

En 1930, le chômage augmenta sans que les loyers ne baissent, aggravant la crise. Le 12 avril 1931, le syndicat de la construction appela à un meeting sur la question du logement. Constatant que l'inflation des loyers permettait aux propriétaires fonciers d'avoir un retour sur investissement excessif de 8 à 16%, il argumenta qu'immobiliser du capital dans des formes d'investissements improductifs comme la propriété immobilière contribuait à renforcer la stagnation économique, et proposa alors la formation d'une «commission de défense économique» (CDE) ouverte aux autres syndicats.

À partir du 1er mai 1931, la commission de défense économique engagea une campagne active de meetings dans Barcelone et sa banlieue. Cette campagne prit fin avec celui tenu au Palais des Beaux-Arts le 5 juillet, où un cahier de revendication issu de ces rencontres demandait :

- La caution, généralement un mois de loyer, que les propriétaires demandaient aux locataires, devait être utilisée comme loyer pour ce mois de juillet sans qu'un autre loyer soit payé ce mois-là. Après juillet, il devait y avoir une réduction de 40% du loyer;

- Ceux qui étaient au chômage ne devaient payer aucun loyer;

- Si les propriétaires refusaient d'accepter la diminution des loyers, les locataires devaient se déclarer en grève, et ne rien payer, en affirmant toujours clairement que cela faisait partie du mouvement social général pour des loyers plus bas; Cette proposition provoqua une réaction immédiate de la chambre de la propriété urbaine qui la dénonça comme une violation pure et simple de leur légitime droit de propriété, et refusa toute idée de solution négociée.

La Commission de défense économique estima que 45 000 personnes étaient en grève des loyers en juillet et plus de 100 000 en août. Tous les quartiers ouvriers de Barcelone étaient touchés et une quantité de villes périphériques avaient mis en place leurs propres commissions de défense économique et poursuivaient une démarche similaire.

Les organisations de propriétaires demandant au

gouvernement d'intervenir, le ministre socialiste du Travail, Largo Caballero, qualifia la campagne de réduction des loyers d'«absurde».

La grève des loyers à Barcelone coïncidant avec une grève nationale très dure (le 22 juillet, un attentat à la bombe occasionna de sérieux dommages aux équipements téléphoniques) du syndicat CNT des travailleurs de la Compagnie de téléphone nationale espagnole, le gouvernement décida d'interdire un rassemblement de la Commission de Défense Economique prévu le 27 juillet. Le 3 août, il annonça considérer la grève des loyers comme purement illégale et qu'en conséquence, il ne la tolérerait plus, et fit intervenir la Guardia civil.



À la fin du mois d'août, 53 cénétistes, arrêtés pendant la grève des loyers, entamèrent une grève de la faim, suivie le 2 septembre d'une mutinerie soutenue par une grève générale locale. Il y eut de violents affrontements entre les grévistes et la police, et plusieurs centaines de nouvelles arrestations.

Le 2 octobre, le gouverneur civil exigea, de la fédération locale de la CNT qu'elle lui

remette les noms des membres de la CDE. Celle-ci refusa de coopérer et dû subir une lourde amende. À partir de ce moment, la CDE ne pouvant plus publier aucun communiqué de presse passa à la clandestinité, sans pour autant que la grève des loyers ne cesse.

Dans une lettre du 17 octobre au ministre de l'Intérieur, la chambre de la propriété urbaine dénonça ce qu'elle appelait un «état d'anarchie» dans les quartiers ouvriers périphériques de Barcelone. Finalement, la grève fut d'abord freinée par la tactique qui consistait à arrêter les gens expulsés qui avaient réoccupé leurs habitations avec l'aide de leur voisinage.

En novembre, le niveau d'activité de la grève avait notablement diminué. Mais la grève des loyers continuait cependant sous une forme larvée, émaillée de multiples incidents avec les propriétaires. Dans de nombreux quartiers de la ville, ceux-ci avaient accepté de réduire les loyers plutôt que d'envisager la perspective de ne pas avoir de revenus pendant une longue période.

Dans d'autres cas, pour apaiser le conflit, les propriétaires «oubliaient simplement» les loyers impayés pendant la grève. De nombreux locataires eurent alors le sentiment que malgré son échec la grève n'avait pas été inutile. Pour beaucoup des plus jeunes militants de la CNT, ce fut la première fois qu'ils s'impliquèrent dans une campagne d'action directe à grande échelle. Cela leur fournit une précieuse expérience sur la manière dont une communauté peut s'organiser elle-même, et lutter contre les possédants en construisant les outils de son autonomie. Moins de cinq années plus tard, ces derniers prendraient en mains l'ensemble de l'économie et de la vie sociale.



Sans refaire le détail des transformations subies par le logement dit social au cours du vingtième siècle, il nous paraît important de s'arrêter sur la production des années cinquante dont nos villes conservent malheureusement la trace.

C'est l'instant où le capitalisme financier, pour permettre aux capitaux investis de s'approprier la part maximum de la plus-value au détriment de la rente foncière, s'engage dans la construction massive (sur les terrains les moins soumis à la spéculation) de ces concentrations d'habitat ouvrier appelées ZUP valorisant les seules fonctions "techniques", (tant de construction que de strict fonctionnement de la production-reproduction) au détriment de l'usage social.

A aucun moment, les habitant.e.s ne sont alors considéré.e.s comme un groupe social de référence, seule l'unité familiale ou l'individu.e justifie le discours de «l'habiter». Alors même que la concentration, le dimensionnement des modules expriment ouvertement dans le paysage français que ce n'est pas de l'individu.e ou de sa famille qu'il s'agit, mais bien de groupes sociaux...d'une classe sociale entière.

Si l'état constructeur peut prétendre apporter une réponse aux contradictions internes du capitalisme, le contrôle politique de la classe dominée trouve mal son application dans la réalisation des grands ensembles.

Certaines couches de la population comme les adolescent.e.s, pour lesquelles le poids du fonctionnement de la cellule familiale compte peu, s'organisent une vie sociale autonome en marge des cadres dominants de la sphère de la reproduction.

A notre époque, où l'emploi déserte des pans entiers du territoire, ces concentrations voient se développer à leurs marges une économie dite "parallèle" et de nouvelles structures identitaires et communautaires, qui tout en étant dénoncées par l'État ne sont qu'une nouvelle forme de contrôle social de la classe ouvrière au moyen de valeurs qui sont celles du capitalisme (débrouille personnelle, renforcement de la famille patriarcale, religion).

2-2. ... Au chacun chez soi!

Depuis sa prise du pouvoir, la bourgeoisie n'a cessé de construire la réalité de la famille ouvrière, sa morale, son espace, à sa propre image. Elle a forgé, contre le "choléra socialiste", une arme de destruction massive: la

propriété privée ouvrière.

« Avec une maisonnette et un jardin, on fait de l'ouvrier un chef de famille vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire moral et prévoyant, se sentant des racines et ayant autorité sur les siens (...). C'est bientôt la maison qui le «possède», elle le moralise, l'assied, le transforme...»

L'Economiste Français » 27 Août 1881 – E. Cheysson¹¹

Présentant cette "évolution" comme la suite logique d'un habitat rural, la bourgeoisie fait œuvre de falsification. En effet, si l'habitat rural se composait d'habitations unitaires, il avait un caractère collectif dans la mesure où il rassemblait la famille élargie (ascendant.e.s, familles monogamiques de frères, etc.) et regroupait une unité de production.

L'habitat pavillonnaire, voulu par la bourgeoisie, crée en quelque sorte un modèle d'homme social:

«Les familles qui vivent en pavillon sont souvent repliées sur elles-mêmes, épuisées par les sacrifices qu'il a fallu faire pour construire la maison, ne s'intéressant que médiocrement à la vie publique, plus coupées de l'action syndicale dans l'entreprise, etc. Elles sont plus attachées aux survivances d'une structure patriarcale, plus dépendantes des influences traditionnelles, moins éloignées de la vie rurale. Le développement des pavillons a donc des conséquences très importantes sur l'orientation des transformations sociales et sur la vie politique d'une nation.»

P.H Chombart de Lauwe¹². La vie quotidienne des familles ouvrières, 1956, Ed. du CNRS

2-3. Le logement comme marchandise

Si l'intérêt immédiat du promoteur (construire et revendre vite), est de développer l'accession à la propriété pour accroître la vitesse de rotation du capital, la bourgeoisie sait aussi le capitalisme sujet à des crises cycliques et la classe ouvrière capable de s'organiser. Pour sa sauvegarde elle a alors, patiemment tissé les fils qui, à chaque grève mettent l'ouvrier.e en contradiction avec ses intérêts de classe: le crédit, les traites pour l'auto, l'électro-ménager, et finalement les mensualités d'accession à la propriété du logement.

Les consommateur/rice.s devenant progressivement et majoritairement des

11: Emile Cheysson (1836/1910)

Polytechnicien, il participe auprès de Frédéric Le Play à l'organisation de l'Exposition universelle de 1867.

Il est directeur des usines du Creusot de 1871 à 1874, professeur d'économie politique et sociale à l'École libre des sciences politiques et professeur d'économie industrielle à l'École des mines, puis inspecteur général des Ponts et chaussées.

Avec Jules Siegfried, Léon Say et Aldebert de Chambrun, Émile Cheysson est l'un des fondateurs du Musée social. Il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1901.

12: P.H Chombart de Lauwe: (1913/1998)

Précurseur de la sociologie urbaine en France.

En 1945, il mena, au sein du Centre national de la recherche scientifique, ses premiers travaux sur l'espace urbanisé, et a fondé en 1949 le Groupe d'ethnologie sociale qui s'est intéressé particulièrement au milieu ouvrier. De nombreuses enquêtes sociologiques aboutirent à la publication de la Vie quotidienne des familles ouvrières (1956). Après Mai 1968, il a orienté ses recherches sur les mouvements sociaux et le rôle des intellectuels.



prolétaires, la bourgeoisie s'était trouvée devant une contradiction manifeste: en restreignant le salaire des travailleur/euse.s, le taux de profit théorique augmentait, mais on écoulait moins de marchandises. Si les salaires permettent la consommation, ils ne doivent pas compromettre la reproduction des rapports sociaux. Pour cela, ils doivent être effectivement consommés. Le plus sûr étant qu'ils soient consommés avant d'être perçus.

En tant qu'objet et cadre matériel, le logement est lié à d'autres marchandises dont il est le support (mobilier, bricolage, etc.), créant un sous-système de consommation qui utilise une forte part du salaire et du "temps libre" en système capitaliste. Les propriétaires plus que les locataires, dont le logement résulte de nombreuses années d'économies et d'efforts, se sentent poussé.e.s mécaniquement à investir pour "l'embellir".



Au début des années 2000, une hausse rapide du prix des logements dans les pays développés, fit rapidement doubler leur valeur (bulle immobilière). Son éclatement dans de nombreux pays (États-Unis, Espagne,

Royaume-Uni, France) provoqua d'abord une réduction de l'activité dans le secteur de la construction. S'ils n'ont pas à eux seuls provoqué une crise d'une telle ampleur, les prêts hypothécaires américains à risque

(subprime) ont été l'élément qui a déclenché la crise financière entraînant la crise économique de 2008-2010.

Expression ultime d'un cynisme capital, on a pu constater, lors de cette crise aux États Unis, que l'idéologie du «chacun propriétaire» a retenu les millions de familles prolétaires, jetées à la rue du jour au lendemain, d'exprimer collectivement une juste colère dans l'unité de classe retrouvée.

2-4. Logement en crise et crise du logement

Trois millions trois cent mille personnes subissent en France une crise manifeste du logement

- Au moins 100 000 personnes sont sans domicile fixe;
- 1 million de personnes vivent à l'hôtel, dans des campings, ou sont hébergées;
- 2,2 millions vivent dans des conditions d'habitat indignes (insalubrité, promiscuité, absence d'eau courante et/ou de chauffage).

Il faut y ajouter six millions de personnes en situation de grave précarité (logements très dégradés, impayés de loyer, situation d'expulsion...).

C'est aussi l'ensemble de la population des grandes villes qui a été touché par:

- une flambée des prix de l'immobilier (+86 % pour l'achat d'un logement ancien, +72% pour l'achat d'un logement neuf, +30% pour un loyer en secteur privé);
- des conditions d'accès aux logements de plus en plus difficiles et discriminatoires

(discriminations économiques, ethniques, géographiques, administratives...);

- des dépenses de logement dans le budget des familles qui dépassent désormais celles liées à l'alimentation.

Les chiffres annoncés de 300 000 à 400 000 logements sociaux construits chaque année masquent de profondes inégalités concernant les destinataires. En effet, 14% seulement des logements construits depuis 2000 sont destinés aux plus modestes, qui représentent les 2/3 des ménages. Par contre, l'offre

pour les familles qui peuvent se loger sans l'aide de la collectivité, a doublé dans la même période, pour atteindre 60% de la construction neuve de logements sociaux.

Les mesures fiscales et politiques mises en place par le gouvernement (loi SRU, lois Borloo et Robien, crédits d'impôts, décentralisation) incitent les promoteurs et les collectivités à construire indépendamment de la destination sociale des logements construits. Les opérations de «rénovation urbaine» qui prônent la mixité sociale favorisent nettement les classes moyennes au détriment des couches populaires, pour lesquelles par ailleurs aucune politique conséquente n'est menée.

Par contre, les démolitions et les ventes de logements HLM existants se poursuivent, diminuant toujours davantage l'offre aux plus modestes. Les aides au logement, censées

13: Les «cours de l'industrie»:

Les cours de l'industrie se sont implantés sur des terrains qui, au XVIIème siècle, faisaient partie du parc de la Folie Titon, pavillon de plaisance construit vers 1673 pour le directeur général des manufactures et magasins royaux d'armes: Maximilien Titon. A cet emplacement du parc, succéda en 1775, la manufacture royale de papiers peints Reveillon qui y installa son usine. Après le pillage et l'incendie des bâtiments par ses ouvriers en 1789 le terrain resta vacant. Il est construit sur le terrain un programme mixte d'atelier et de logements pour artisans. Les premiers baux de location furent signés en octobre 1855.



LE DALAS

La phase de conception

Les principes de fonctionnement de ce second atelier restent les mêmes: démocratie directe, échanges de savoirs et de savoir-faire, autogestion... mais les participant.e.s et le contexte changent. Le lieu n'est pas défini à l'avance, et le groupe d'usager.e.s constitués de "mal-logé.e.s". Le projet repose alors sur la réquisition d'un bâtiment inoccupé, dont les travaux de réhabilitation et d'aménagement de logements seront programmés préalablement par les techniciens et les usager.e.s.

Lors des premiers mois de travail, les ateliers hebdomadaires rassemblant les professionnels du cadre bâti du SUB-RP et de l'APAU et les habitant.e.s du DALAS ont permis d'esquisser les grands traits d'un projet. Le programme défini par le travail collectif dépassait le modèle du logement bourgeois toujours reconduit dans la production actuelle du logement social. Il s'agissait de trouver un équilibre entre lieux familiaux et lieux collectifs permettant une véritable qualité de vie sociale. Outre les espaces familiaux, des espaces devaient être partagés par des groupes de familles. D'autres services étaient communs à l'immeuble: une crèche parentale, une bibliothèque, une laverie. Enfin, des espaces devaient être ouverts au public et au quartier, dont une bourse du travail et une coopérative de consommation.

Ces exigences supposent la définition préalable d'une programmation, déjà largement esquissée par le collectif DALAS, que nous présentons ici. Cette programmation est par nature évolutive, et ne prétend pas apporter de solution parfaite. L'inverse serait contradictoire avec notre volonté d'échapper au pouvoir des expert.e.s. Le travail de l'APAUm consiste au contraire à créer de nouveaux outils, utilisables par tou.te.s, et pouvant constituer une infinité de solutions adaptées à une infinité de contextes.

Les ateliers préliminaires ont aussi permis d'envisager les travaux et la gestion: la réalisation des aménagements en auto-construction et la gestion directe par les habitant.e.s devant favoriser la vie sociale et réduire considérablement le coût général. Le projet se positionnait donc comme une véritable alternative à la production du logement social, permettant réellement à la population ouvrière d'habiter dignement dans les centres urbains. En effet, les prix du locatif et du foncier ne cessant de grimper, nous proposons un habitat solidaire, moins consommateur de surface, évolutif et réduisant les coûts de travaux.

Les habitant.e.s sont organisé.e.s collectivement au sein d'un conseil de maison, qui prend les décisions courantes, et appelle entre autre l'APAUm à co-décider des évolutions infrastructurelles. Les pièces familiales des logements communautaires sont allouées en fonction des besoins des familles pour une utilisation libre et privative. Ces logements partagent les cuisines, salles de bain et des pièces de vie communes. Ces entités communautaires sont liées à des parties communes (centrale d'achat, crèche parentale...) définies par le Conseil de Maison.

Cette articulation entre les espaces privatifs, collectifs et communs suggère une attention architecturale particulière.

La phase d'occupation et pourquoi Montreuil?

Après neuf mois de préparation, le 24 novembre 2008, c'est à Montreuil que notre projet se fixe, au 5/7 rue Raspail dans le bas Montreuil. L'APAU devient l'APAUm (pour Montreuil). La ville de Montreuil est une banlieue populaire limitrophe de Paris, dont les mutations n'échappent pas aux règles de la transformation urbaine de la métropole capitale. Sous prétexte de rénovation, la classe ouvrière est en partie reléguée vers des villes moins accessibles par la spéculation foncière et la gentrification qui caractérise les opérations d'urbanisme. A contrario de notre combat de maintien voire d'installation des classes populaires dans les centres urbains, par des opérations équilibrées de requalification du bâti existant en des logements sociaux. Ces habitats s'inscrivent donc dans une organisation solidaire de l'espace et dans un lien fort avec son environnement social.

Il s'agissait d'un ancien et bel immeuble de bureaux situé sur un terrain encore largement constructible et sans occupant.e.s depuis plusieurs années. Les travaux d'aménagement débutent rapidement, avec l'aide de nombre de camarades, pour permettre aux premières familles de s'installer. La vie dans le bâtiment s'organise. La bourse du travail est ouverte et permet très vite d'accueillir les camarades et les visiteur/euse.s.

Parallèlement, les différents groupes de travail carburent pour prendre contact avec le quartier, produire le matériel de propagande nécessaire, organiser les travaux, envisager un projet de densification du terrain.

Dès les premiers jours de l'occupation, nous avons pris contact avec la société propriétaire, qui ne s'est d'abord pas souciée de notre présence. Nous avons par la suite eu la visite de plusieurs huissiers, nous laissant penser qu'une procédure d'expulsion "classique" nous donnerait le temps d'asseoir localement le projet. La stratégie de l'agence CBRE locale, chargée de la vente du bâtiment (numéro 1 mondial du conseil en immobilier d'entreprise) était tout autre. Après des propositions de sortie "à l'amiable", le vendredi 14 décembre, des nervis aux ordres de l'agent immobilier ont mis à la rue des familles et les camarades présent.e.s sous la menace de masses et de barres de fer. Cette expulsion manu militari, en dehors de toute procédure légale, s'est faite sous le regard de la police présente lors de l'opération.

Nous avons pourtant réussi à aménager très rapidement un espace de vie chauffé dans lequel un investissement matériel et affectif avait été engagé. Le projet intéressait plus de gens chaque jour et réussissait son pari d'ouverture, de mise en commun des compétences et des savoirs. Le réseau électrique et une partie de la plomberie avaient été réhabilités pour permettre aux habitant.e.s une présence digne dans les lieux. L'investissement du collectif et des personnes soutenant le projet sur Montreuil dans les opérations de nettoyage et de travaux était très positif. Des groupes de travail – chantier, communication, projet de réhabilitation à moyen terme – et des groupes d'intervention – électricité, plomberie, couverture, déblayage, accueil des soutiens – fonctionnaient déjà de manière très satisfaisante. Le conseil de maison commençait à se réunir régulièrement quand survint la scène de l'expulsion agressive et illégale du bâtiment.





réguler l'accèsion des plus pauvres au marché privé, sont en constante baisse depuis 2000: 700 000 familles en ont été exclues alors qu'elles y avaient droit auparavant. (1 travailleur/euse isolé.e est exclu.e des APL s'il ou elle gagne 1,07 fois le smic). Cette politique a permis de doper le secteur de la construction. Mais les travailleurs et travailleuses du bâtiment, pour qui cette relance a entraîné une forte augmentation de la charge de travail, n'ont pas vu leurs salaires augmenter, alors qu'ils et elles subissent de plein fouet les énormes difficultés d'accès à un logement digne pour les familles les plus modestes!

3. La question du logement, une affaire syndicale?

Le syndicalisme naissant du début du vingtième siècle, entravé par une structure organisationnelle de métiers (et non d'industrie) parcellisant la vision sur la production du cadre bâti, ne dépassa pas l'ébauche d'une

revendication immédiate

d'amélioration des conditions de logement de la classe ouvrière.

Comme le montrent les deux exemples quelque peu développés ici, leur lutte fut celle de la défense immédiate des intérêts de classe:

l'Union syndicale des locataires en France, bien que constituée à l'origine de syndiqués, s'éloigna de ce cadre pour devenir dès 1918

un rouage de la collaboration de classe. Le mouvement de lutte émanant du syndicat CNT de la construction espagnole échoua du fait de la répression,

mais aussi sûrement faute d'ouverture

stratégique comme le révélera plus tard le retard pris dans la syndicalisation de l'industrie de la construction dû à la trop grande césure entre ce syndicat et les architectes modernes ralliés à la révolution de 1936.

Conscient de la raison de ces échecs, notre syndicat cultive une démarche syndicale faite de revendications mais aussi d'expérimentations, capable de renforcer un processus révolutionnaire fondé sur l'action directe acquise dans le développement permanent d'une conscience de classe autonome. Participent à ce mouvement dialectique:

- Les ateliers populaires d'architecture et d'urbanisme (APAU)
- Les régies de quartiers et coopératives de production
- Les coopératives de consommation

3-1. Les ateliers populaires d'architecture et d'urbanisme

Le syndicat fut à l'origine de la création et de l'animation de deux APAUS, constitués de «techniciens» mettant à disposition de travailleurs leurs savoirs et leur expérience professionnelle au service de projets en auto-conception, auto-construction et auto-gestion. Le premier s'est développé en 2006, à l'initiative d'artisans usagers des «cours de l'industrie»¹³, au 37 bis rue de Montreuil à Paris 11e, et de travailleurs du BTP syndiqués à la CNT. Issu de leur volonté de penser et de construire leur environnement de vie et de travail en dehors des circuits institutionnels marqués par la toute puissance des experts, l'APAU-CI (pour Cours de l'Industrie) s'est penché sur la rénovation de ce cœur d'îlot riche en histoire et en savoir-faire à partager. Cette importance de l'échange (métiers, culture, réseaux...) est en effet la clef de voûte de

l'APAU tel que l'ont conçu ses membres fondateurs et ceux qui l'ont rejoint ensuite. Le projet fut une réussite pour ce qu'il a fédéré de

compétences, et posé la première pierre d'une aventure qui a continué. L'année suivante, l'APAU qui est encore un collectif informel, se lance dans le projet DALAS: Droit Au Logement Autogéré & Social.

de



La cité radieuse, marseille, 1950

3-2. Les régies de quartiers et coopératives de production

Isolé.e.s dans des logements banalisés, entravé.e.s dans leurs moyens pour agir sur leur environnement, rançonné.e.s par des charges locatives dont ils et elles ne maîtrisent pas le coût, les habitant.e.s du logement social sont dépossédé.e.s du contrôle de leur espace de vie. Notre syndicat travaille à la création de régies de quartiers ou de coopératives de bâtiment les plus à même, et pour un meilleur coût, d'intervenir sur les travaux de maintenance des bâtiments.

Plutôt que d'aller chercher des entreprises retenues sur marchés publics, sans lien social avec l'environnement dans lequel elles interviennent, nous pensons qu'il est



préférable de faire intervenir les jeunes de la cité, réputé.e.s pour «tenir les murs», souvent passé.e.s par un lycée professionnel, pour, avec un encadrement technique adéquat, assurer la maintenance et l'amélioration d'un bâti, dont ils et elles connaissent parfaitement la valeur d'usage. Cette proximité des différentes générations, dans un principe de secours des jeunes vers les ancien.ne.s reconstruit un lien social rendu d'autant plus nécessaire par la concentration d'habitant.e.s.

Cette démarche proche de l'auto-construction, même en revêtant une forme associative ou coopérative, outre l'effet de réduire considérablement les coûts (donc les charges), favorise une réappropriation de l'espace, et modèle les prémices d'une autogestion dans le principe de gratuité.

3-3. Les coopératives de consommation

Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre consacré à la valeur marchande du logement, et son cycle de construction identitaire bourgeoise, il nous semble syndicalement nécessaire de créer des coopératives de consommation pouvant tout à la fois permettre l'accès à des produits à moindre coût et une réflexion globale (sur un principe de décroissance) sur une juste répartition entre travail et conditions de vie menant à l'abolition du salariat.

Petite bibliographie :

Les origines du logement social en France Roger-H. Guerrand
Les Editions Ouvrières
1967

De la cité ouvrière au grand ensemble
La politique capitaliste du logement social 1815-1975

Rémy Butler & Patrice Noisette
Maspero
1977

V'là Cochon qui déménage
Prélude au droit au logement
Patrick Kamoun
Ivan Davy éditeur
2000

POUR CONCLURE

L'exode qui chaque jour entraîne plus loin des centres-villes les travailleurs et travailleuses qui pourtant les bâtissent, à la recherche d'un logement dont même la représentation (pavillonnaire) leur échappe, marque bien l'urgence qu'il y a, pour le syndicalisme (héritier à sa manière du socialisme utopique), à maintenant produire de nouvelles représentations d'un «monde nouveau». À notre sens, seule la puissance retrouvée d'une forme d'action directe, et de lutte de classe, le permettra.

À ce titre et pour cela, notre syndicat, en fédérant les travailleurs et travailleuses du BTP, dans la lutte quotidienne contre le Capital comme dans l'analyse critique du mode de production du cadre bâti, dans l'organisation de notre combat pour l'amélioration de nos conditions d'existence (logement, santé, éducation et culture), met en place les formes alternatives de production ou de gestion de l'espace que nous avons tenté ici d'expliquer.

Le Syndicat unifié du bâtiment (région parisienne)
CNT



Travaux place de l'opéra, sous la direction du baron haussman, Paris, 1860



ARCHI QUOI?

L'architecte c'est qui ? Il ou elle fait quoi ?

L'habitat, ça fait partie du métier de l'architecte. C'est elle/lui qui le dessine, qui CONCOIT notre habitat.

Concevoir ça veut dire quoi?

Et surtout pourquoi son statut / son travail / sa présence sur les chantiers sont décriés par pas mal d'intervenants?

« L'architecte, il fait chier! Les archis? C'est tous des cons! Il sert à rien l'archi, il y connaît que dalle! Il empêche le pognon et puis c'est tout! Il imagine des trucs impossibles à construire, c'est n'importe quoi! »

On entend souvent au syndicat que les architectes ne servent à rien, ou que se sont des "chefs" et donc nos ennemis.

Dans le dernier Réveil, on a eu droit à une interview d'une urbaniste et un archi à propos de leur boulot, à propos de l'architecture et l'urbanisme.

Essayons maintenant de confronter une architecte de la CNT à des questions sur le métier d'architecte et autour de la problématique "architecte et habitat", posées à des personnes qui ne sont pas archi. P., une architecte du SUB 33, réagit.

« Si je te dis "architecte et habitat" ? Qu'est-ce qui te questionne dans le métier d'architecte ? Qu'est-ce que je fais de mes journées d'après toi ? »

Mario, 30 ans, préparateur en pharmacie.

« Je sais même pas en quoi ça consiste un travail d'architecte!! Pour moi c'est le type qui dessine ta maison ahah!! La question ça serait "à quoi ça sert?"... tellement j'y connais rien. A quoi ça sert pour l'habitat quoi. »
« Pour moi, c'est quelqu'un qui est sensé savoir agencer une maison pour

qu'elle soit agréable à vivre, après comment il le fait... eh ben... je sais pas, et est-ce qu'il en a toujours les moyens? »

P.: A peu près n'importe quel enfant répond que l'architecte c'est le gars qui dessine les maisons. C'est pour ça que je voulais faire ce boulot d'ailleurs! Sauf qu'en France peu de maisons sont conçues par des archis, et du coup on pense maison d'architecte = luxe = maison de riche. C'est dommage parce que l'habitat est la partie la plus intéressante du boulot. Mais l'archi ne possède pas le projet, il lui échappe dès le début, surtout pour une maison. Les contraintes sont infinies. Il faut remettre en permanence son projet en question pour que le projet appartienne à celui ou celle à qui il est destiné. Et évidemment l'une des premières contraintes c'est le budget. Même sans faire quelque chose d'extravagant ou luxueux, dès qu'on sort des standards, les prix augmentent.

En France le recours à l'archi est obligatoire à partir de 170m², donc la plupart des gens s'en passent, et restent dans l'idée que les archis c'est pour les riches (= ceux qui se payent une grosse baraque). Dans certains pays l'image de l'archi est différente. L'architecte est "d'utilité

publique", plus consulté, comme partie intégrante de la production de l'habitat. Comme si l'archi était l'un des nombreux corps d'état à intervenir dans la conception et la construction de la maison. Ça permet de faire redescendre un peu l'archi de son piédestal quand on considère que c'est commun de passer par lui pour faire sa maison.

Xavi, 30 ans, scénariste, fan de ciné et journaliste.

« L'architecture c'est l'art de construire un bâtiment, autant dans un but pratique que de temps en temps dans un but esthétique et parfois les deux. Un peu comme la pâtisserie: c'est bon, utile, y'a un côté pratique et essentiel et ça peut être joli quand c'est bien fait. »

« De mon point de vue, le castor avec ses barrages, les abeilles avec leur ruches etc... font de l'architecture (qui d'ailleurs inspire les Hommes). »

« Ton boulot ? J'imagine ça à base de dessins millimétriques, de croquis, avec des règles, des compas et d'autres instruments que le commun des mortels n'a pas touché depuis les années collège, de recherches un peu et de direction d'ouvriers... du bricolage, des discussions et des prises de tête avec les clients. »

P.: On retrouve bien la dualité métier artistique / métier



Erwin Wurm house attack, vienne, autriche



technique, ce qui lance souvent le débat "est ce que l'architecture c'est un Art ?" blablabla.. mais la comparaison avec la pâtisserie est juste parfaite.

Sabrina, barmaid et étudiante, 22ans.

«Les architectes: Je me demande des fois si l'esthétique du bâtiment ne prime pas toujours sur le côté pratique, par exemple les HLM avec les fenêtres en meurtrières (je trouve ça très moche, j'aimerais vraiment pas habiter la dedans, glauque).»
 «Une question que je me pose: les ruptures de style entre anciens/nouveaux bâtiments ou entre les différences de styles



des architectes, les bâtiment peuvent être sympas individuellement, mais dans le centre ville, ça fait un peu mauvais patchwork, non?»

P: Éternelle idée que l'esthétique prime sur le pratique et sur la technique, mais la complexité du boulot c'est justement de réussir à mener à bout toutes ces dimensions réunies. Si à la fin les gens ne voient que l'esthétique, c'est plutôt gagné: ça veut dire que le pratique et le technique ont été complètement assimilés dans le projet, voire appropriés par les usages et les usager.e.s. Après ce que les gens ne trouvent pas pratique ou n'aiment pas, comme les fenêtres meurtrières, c'est souvent seulement que cela s'éloigne des modèles qu'ils ont toujours connus. Le rôle de l'architecte c'est aussi de bousculer

un peu les codes et les modèles.

Une "vraie" ville ne peut pas être uniforme, il n'y a pas d'un côté la ville historique et figée, et de l'autre quelques lubies d'architectes. C'est une sédimentation en permanente évolution donc un patchwork!

Fabienne et Claude, 25 et 26 ans, journaliste et agent de tri.

«Je dirais : " bobo " !! ... bon moi je te dirais ... euh ... architecture d'intérieur, aménagement de l'espace. Je pense aux nouveaux matériaux, à l'écologie, à l'alliance de nouveaux matériaux avec l'idée de concept, à l'aménagement de l'espace. Ensemble de techniques pour améliorer l'espace et le quotidien.»

P : C'est super quand les gens comprennent qu'en archi il s'agit d'ESPACE. J'ai l'impression que les gens voient l'archi comme un faiseur d'objets, d'enveloppes, et qu'après pour le reste, plan organisation espace, "après tout c'est facile il suffit de faire du copier collé", ils pensent que n'importe qui pourrait le faire.



shoes house, pennsylvanie, Etats-unis.

des maisons ou autres logements design sur plan? J'me demande si tu vas sur les chantiers avec un casque jaune et des bottes, si tu imagines les intérieurs ou si tu fais que dessiner des "murs". Je me demande si tu es la seule fille dans un bureau plein d'hommes.»

P: Toujours cette idée que c'est le luxe hors de portée. C'est la même problématique avec les magazines féminins! Ce que l'on nous montre ne correspond pas à la réalité de 99% de la population! On retrouve dans les questionnements l'incertitude sur ce que fait exactement l'architecte dans tout ça. Ça reflète bien la complexité du boulot qui va de la première entrevue avec des client.e.s jusqu'à la livraison d'un chantier terminé. En fait il n'y a pas UN mais DES boulots d'architectes: le champ d'action est tellement large qu'on peut faire plein de trucs très différents.

Comme on fait plein de trucs différents, on est généralistes, donc spécialistes de rien en particulier, donc celles et ceux qui sont spécialistes de quelque chose nous trouvent toujours nul.le.s et ça les énerve parce que on est les chefs, dans le sens où on a un rôle de coordination générale super compliqué, et qu'ils doivent construire exactement ce que



kettle house, texas, Etats-unis

Elise, 31 ans podologue.

«Dessinateur , design. Des maisons et autres apparts trop beaux, mais hors du commun.»

«Ton boulot ? Je pense que tu dessines

nous exigeons. Dans les films on voit les archis surtout en réunion de chantier et on se demande un peu à quoi ils servent quand en second plan tu as



tous les ouvriers qui triment. Il y a un schéma très bien ancré depuis des générations, pour les entreprises et les gars du chantier, impossible d'imaginer qu'on peut travailler ENSEMBLE, qu'ils peuvent nous proposer des idées. Ils faut leur tirer les vers du nez souvent!! Et, sinon... à mon boulot on est une majorité de nanas.

Romain, 27 ans, dessinateur.

«Ton boulot ? Ben en ce moment j'ai plutôt l'impression que tu fais du porte à porte virtuel, du démarchage... tu te vends.»

P: La partie à laquelle on ne pense pas quand on rêve à ce boulot au départ!

Le côté commercial, avoir le sens du relationnel et tous ces trucs qui personnellement me rebutent au plus haut point. Se faire un méga carnet d'adresses et aller au resto boire des supers vins avec tous les gens influents du métier beurk.

nombreuses phases d'un projet. Mais parfois on peut passer 4 heures à retourner un bloc de « sanitaires handicapés » sans réussir à le caser, c'est beaucoup moins ludique! La partie conception est évidemment très importante et à peu près tout le monde choisit de faire ce boulot parce que c'est ça qui lui plaît. Mais tout le reste est énorme, les chantiers, le boulot avec les entreprises, le grattage de plans, je suis devenue fan d'Excel moi avec ces conneries!



Cubic houses, Rotterdam, Pays-bas

P: Hormis tout ce qui concerne les évolutions techniques / écolo, qui ne sont que des outils mis à notre disposition, c'est bien quand on retrouve l'idée de "répondre à des besoins", ça met en avant l'interaction de l'archi avec celles et ceux pour qui il ou elle conçoit des bâtiments. On est loin de l'artiste fou qui gribouille dans son atelier sans se préoccuper du monde extérieur pour nous pondre une de ses dernières créations.

«Ton boulot? C'est vrai qu'on sait pas trop ce que tu trafiques : téléphone, prospect, rencontre, RDV, démarches, après j'espère pour toi qu'il y a aussi la part création/reflexion/ce que j'ai dit avant ... Et tu fais la con sur facebook ...»

P: Le sens pratique de l'archi finalement c'est un peu le même que celui de tout le monde. Sauf qu'il/elle l'entretient en permanence donc pense plus facilement à certains trucs.... mais la plupart du temps on trouve que les archi font des trucs complètement aberrants et pas pratiques! C'est souvent un problème de manque d'interaction avec les futur.e.s usager.e.s, qui eux savent vraiment de quoi ils ont besoin.

Martine, 45 ans, tatoueuse.

«Architecte et habitat ? Les 2 ensemble "stabilité". Ça me fait aussi penser à mon Grand-Père.»

«Ton boulot ? Je sais tu dessines, tu imagines comment rendre les gens heureux chez eux.»

P: J'imagine que chaque archi a sa méthode lorsqu'il/elle travaille sur



Crooked house, Sopot, Pologne

Mais bon, ce n'est pas quelque chose auquel on est souvent confronté.e en tant que salarié.e. Ce sont les patrons qui se tapent vraiment toute cette partie du boulot, ça donne pas trop envie de monter son agence! J'ose croire qu'on peut aussi faire ce boulot sans rentrer dans les clichés que j'ai décrits plus haut.

Lucienne, 21 ans, étudiante en Droit.

«Tu imagines, tu fais des schémas.»

P: Ça décrit bien l'une des

Elisabeth, 32 ans, artiste plasticienne.

«Alors, ben confort, ergonomie, économie d'énergie (ouais je suis écolo) matériau de construction qui pollue pas (idem). Tes journées, ben dessiner des machins qui répondent à des besoins, voir comment goupiller besoin / budget / construction.»

«Les archis devraient avoir un putain de sens pratique pour que notre habitat soit confortable, pratique, écolo et intégration des espaces verts aussi tiens tous un jardin, même à l'étage !»



de l'habitat. C'est facile de se laisser prendre par un modèle qu'on répète sans trop se poser de question. J'aimerais bien que tou.te.s les archis conçoivent dans le but de rendre les gens heureux chez eux! A mon avis ce devrait être l'objectif N°1!

Valérie, 28 ans, Agent Services Hospitaliers.

«L'architecte et l'habitant: Intervenant humain donc prise en compte de l'humain dans l'habitat...»

«Ton boulot ? La prospection, des prises de tête, des plans, des commandes de fournitures, des brainstorming... Tu te fais contacter par des gens qui

veulent un projet de bâtiment ou tu prospectes pour trouver des gens qui auraient besoin de toi, et quand tu as un "marché", tu cherches des fournitures pour pouvoir commencer à travailler, tu parles avec ton client pour connaître ses envies-besoins, et tu mets en place tout ça, avec une équipe d'ouvriers, dont toi, pour aboutir au projet fini... je crois...»

«Qu'est ce qui t'intéresse le plus: un projet "full budget" ou au contraire un projet budget limité pour une famille qui a pas de thunes??»

P: Ici l'archi est vu comme l'une des personnes de l'équipe de conception et construction.

Ça le désacralise et c'est pas un mal, parce que finalement même si l'archi est le concepteur initial, avec les client.e.s, peu à peu il/elle doit réussir à lâcher le bébé, qui passe de main en main, du maçon au peintre, pour finir par être complètement approprié par celui ou celle à qui il est destiné. Le problème c'est qu'avec notre ego (et ça, ça ne concerne pas que les archis, hein !) on ne veut pas le lâcher, d'où cette image de l'architecte tout puissant grand chef du chantier. En tout cas la personne qui répond connaît la complexité et la diversité du boulot.

ANARCHITECTE!

Le collectif CARPE (Collectif d'Architecture Participative + Ecologique) est au centre du film « le corps du métier » chroniqué dans le dernier numéro du réveil du bâtiment et projeté publiquement par le sub 38 en mars dernier. Ce collectif Lausannois regroupe des architectes qui sont aussi ouvriers et ouvrières du bâtiment dans une seule entité et permet un travail horizontal, de la planche à dessin à la truelle (ce que permet la législation suisse).

Ce film retrace un chantier participatif de construction d'une villa en paille porteuse, dans les environs chics de Lausanne. Les discussions qui ont suivi la projection nous ont permis de mieux comprendre la démarche et les positions actuelles de CARPE qui leur font refuser aujourd'hui des chantiers d'habitats individuels au profit de projets collectifs ou communaux. La législation française reste sur ce point un frein important en dissociant complètement concevoir et construire.

Pour nous, imaginer, concevoir et construire des logements de manière autogestionnaire implique non seulement une critique radicale de la propriété privée et de l'accès au foncier, mais également une remise en

question de la fonction d'architecte, réduite à la seule tâche de conception. En effet, une des difficultés de cette profession semble être de trouver un équilibre entre les dimensions techniques, administratives et créatives. Et cela crée des conflits comme l'a illustré récemment la lutte de certain.e.s profs de l'école d'architecture de Toulouse, pour la reconnaissance de l'intérêt des matières techniques. On pourrait imaginer, dans une perspective syndicaliste révolutionnaire, réunir toutes les actrices et acteurs de la construction, du maçon à la plombière en passant par l'architecte, la charpentière, le carreleur ou la formatrice en centre d'apprentissage sur des chantiers où chacun.e mettrait à profit ses compétences. Une façon de redonner du sens à nos métiers et de reprendre le pouvoir sur nos propres vies.





BATWOMEN

Nous y sommes! Plus que jamais et de plus en plus nombreuses, nous nous intéressons aux problématiques du bâti, nous mettons la main au mortier et nos neurones en action pour que (dé)construire ait du sens, nous nous formons aux métiers de la construction, nous pratiquons, nous sommes présentes sur les chantiers.

Pas toujours très sûres de nous. Pas toujours attendues ni bienvenues. Obligées de prouver ce dont on est capable pour être acceptées au même titre que n'importe quel autre travailleur. Souvent mises en avant pour nos capacités innées (!) : minutie, précision, efficacité, balayage ou préparation du café. Parfois protégées, surveillées, encadrées comme si on avait besoin d'une attention particulière, d'être chaperonnées...

Vous voulez savoir ce qu'on pense de tout ça? Alors, on enfonce le clou !



QUI VA FAIRE LA VAISSELLE? NOUS ON EST SUR L'CHANTIER!

Nous sommes de plus en plus nombreuses à nous intéresser aux problématiques du bâti, à nous former aux métiers de la construction, à les pratiquer, à être présentes sur les chantiers. Nous sommes officiellement montrées comme l'avenir de ce secteur, incitées à venir y travailler, servant parfois de vitrine à des patrons démagos, mises en avant pour des capacités spécifiques : investissement, sérieux, minutie, précision, application, efficacité ... dans lesquelles nous ne nous retrouvons pas forcément. Nous ne sommes pas toujours très sûres de nous, pas toujours bienvenues, souvent obligées de prouver ce dont nous sommes capables pour être acceptées au même titre que n'importe quel autre travailleur. Nous sommes une cible facile et toute trouvée pour que se déchaîne le sexisme, dans ce milieu du bâtiment réputé, parfois à tort, pour être un milieu de gros bras virils.

Nous ne voulons plus être des objets.

Nous ne voulons plus tomber sur des femmes à poils dans les ateliers ni sur les bombes de dégrippant. Plus non plus n'être représentées qu'avec un pinceau à la main ou un dossier sous le bras, maquillées à la trueller. Nous ne venons pas bosser dans le bâtiment parce qu'on a besoin des mecs ou pour trouver un mari mais parce qu'on aime y travailler et qu'on y



trouve du sens. Nous n'avons pas besoin de chiottes ou de vestiaires spéciaux pour bosser et si on désire un brin d'intimité on saura le dire à nos collègues de travail qui comprendront très bien. Nous avons besoin de vêtements et chaussures de travail, d'équipements de protection adaptés à nos spécificités, comme n'importe quel autre travailleur. Nous voulons bien faire les boulots chiants, les finitions merdiques à condition que ça ne nous soit pas réservé. Comme tout le monde, nous aimons aussi les tâches efficaces, valorisantes, le boulot qui se voit et il n'est pas question qu'on se le fasse confisquer. Nous avons des savoirs et des savoir-faires et nous sommes partantes pour les partager, à condition que ceux avec qui on les partage ne se les approprient pas pour leur gloire.

Nous voulons en finir avec les idées reçues.

Non, ce n'est pas dur d'être une femme dans le bâtiment, pour peu qu'on l'ait choisi, à condition qu'on soit respectées et reconnues comme les travailleuses pensantes que nous sommes. Non, nous

n'avons pas moins de force physique, cette dernière se développe avec la pratique et en tous cas si nous butons parfois sur d'énormes cailloux, nous savons nous organiser pour franchir les obstacles. Non, ce n'est pas plus dur pour une femme que pour un homme de travailler dans les métiers de la construction. Ce sont des métiers fatigants, où les conditions de travail sont rudes pour servir le profit de quelques uns. On y gagnerait tout de même à être solidaires, à travailler moins et autrement, à ne produire que ce qui nous semble utile et nécessaire, en dehors de toute logique marchande.

Nous voulons être reconnues pour ce que nous sommes.

Nous ne voulons plus rentrer dans les cases de la gentillesse polie et ordonnée pensées pour nous. Nous voulons que dès petites on nous permette d'avoir accès, comme les garçons, aux jouets qui favorisent le développement de la représentation dans

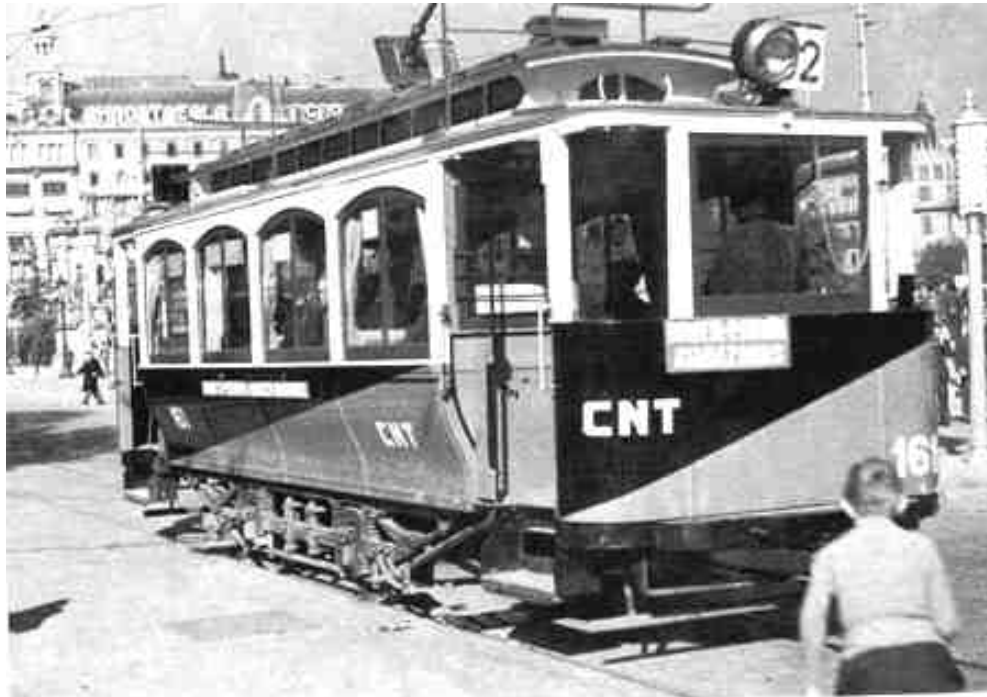
l'espace, les habiletés motrices liées à l'utilisation d'outils, la capacité à concevoir et réaliser des objets. Nous voulons qu'à l'école on nous propose des caisses à outils pour démonter nos poupées ou réparer la plan de travail de la dinette. Nous voulons que les maître.sse.s nous lisent des livres dont les héros sont Juliette Caron la première femme charpentière, Nicole la plombière ou encore

Ahmed le maçon qui est devenu danseur. Nous voulons pouvoir nous orienter aussi bien vers un CAP couture, qu'un CAP couverture-zinguerie ou encore une fac de droit du travail, sans que ça ne pose de problème à personne, pas même à nous. Nous voulons remplir les ateliers des centres de formation aux métiers du bâtiment et pouvoir impulser régulièrement des temps de formation à la lutte contre le sexisme dans les métiers du bâtiment.

Nous voulons que toi aussi, fille ou femme du bâtiment, tu te confortes dans l'idée que tu es à ta place dans ce métier que tu as choisi ou vers lequel tu t'orientes.

Nous voulons que toi y compris, camarade gars du bât', entendes nos revendications, en tiennes compte et viennes nous rencontrer.

Le syndicat est un lieu pour ça !



PAUSE SYNDICALE

Dans nos réflexions et pratiques anarcho-syndicalistes révolutionnaires, on pourrait avoir tendance à juger secondaires tous ces petits moments de l'ordre du quotidien, des interactions, du vivre ensemble, de la convivialité qui ne semblent se poser qu'en marge de l'étiquette "lutte des classes, émancipation des travailleurs". Mais parce que ça ne peut pas être que spontané, parce qu'il n'y a pas une unité évidente due à l'appartenance à un même syndicat, parce qu'on ne vient pas toutes et tous des mêmes milieux sociaux, des mêmes univers culturels, parce qu'on n'a pas toutes et tous la même formation politique, qu'on ne place pas toutes et tous les enjeux aux mêmes endroits, qu'on n'élabore pas toutes et tous les mêmes stratégies... Alors apprendre à se connaître, autogérer ensemble du quotidien, fût-il festif et divertissant ou banal et pas toujours agréable, échanger nos savoirs et savoir faire, c'est indispensable aussi pour construire de la pensée ensemble et se mettre en action.



CHANTIERS SYNDICAUX:

En région parisienne: Quoi ? Qui ? Comment ? Pourquoi ? Quand et Ou ?

QUOI ?

Comme son nom l'indique ce chantier est organisé et réalisé par le syndicat. Dans l'esprit de la formation professionnelle envisagée lors de la création des Bourses du Travail, à la fin du 19ème siècle en France, c'est un chantier école basé sur l'entraide où les différents métiers du Bâtiment concourent à réaliser un chef d'œuvre capable de démontrer que la libre coopération permet aux travailleurs de notre industrie

QUI ?

Tous sont bienvenus. Les militants comme les simples adhérents, les professionnels très qualifiés comme les camarades non qualifiés, les membres du SUB comme tout autre militant d'un autre syndicat de la CNT, désireux d'apprendre ou d'enseigner un savoir-faire nécessaire dans l'édification du projet en cours.

COMMENT ?

Les différents métiers se montrent et s'enseignent leurs savoirs, les camarades non qualifiés peuvent se former avec l'aide de compagnons confirmés, l'apprentissage se fait de manière manuelle et non didactique, celui qui sait peut être dans le même temps celui qui apprend ...

POURQUOI ?

Plus que par des mots, on s'aperçoit, que les idées défendues au syndicat s'illustrent mieux par l'action. La solidarité sur le chantier est une nécessité, la formation continue des travailleurs doit l'être tout autant. Ces notions d'entraide, d'élévation personnelle et collective, d'autonomie prolétarienne peuvent s'exprimer mieux dans cette journée que dans tout trop long discours. C'est du moins le pari que nous faisons sur le chantier.

QUAND et OU ?

Vous pouvez venir vous renseigner sur cette formation et les prochaines dates lors des permanences tenues chaque samedi, au 33 rue des vignoles à paris.



de produire collectivement un travail réalisé dans les règles de l'art et sans la contrainte de l'exploitation du Capital.

au local de la CNT à bordeaux:





CONTRE-CULTURE COMMUNE

Trop souvent invisibles sur les écrans des cinémas que nous avons pourtant construits, presque toujours absent.e.s des bouquins qui remplissent les bibliothèques pour lesquelles nous avons usé nos mains...

Autant de moyens, pourtant, de comprendre, entendre et dire qui nous sommes. Autant de moyens, pourtant, d'appréhender quelle(s) vie(s) et quel(s) combat(s) mènent les gens qui, comme nous, d'une façon ou d'une autre, bâtissent ce qui permet à toutes et tous d'exister.

S'il n'est pas de place pour nous dans la Culture, à nous de créer notre contre-culture... commune!



P 41-42



P 43 À 44



P 45



LIVRES

Autour de Cipriano MERA

Deux publications ont pour objet la vie du militant anarcho-syndicaliste espagnol Cipriano Mera, membre du syndicat de la Construction de Madrid.

Une biographie, parue récemment : *Cipriano MERA SANZ 1897-1975. De la guerre à l'exil*, sous la plume de Clément Magnier, nous conte les étapes de la riche vie du militant libertaire.

Son militantisme avant la révolution lui coûtera plusieurs séjours en prison. En juillet 1936, son implication dans les colonnes confédérales combattantes lui vaut d'être délégué général. Favorable à la militarisation, il devient général de corps d'armée, dirige plusieurs divisions et obtient des victoires comme à Guadalajara.. Très populaire parmi ses hommes, il combatta et empêchera la volonté de domination des communistes. Il connaîtra à nouveau la prison puis l'exil en France, où il reprendra son métier de maçon qu'il exercera jusqu'à sa mort en 1975.

Un livre passionnant tant par la qualité de l'écriture que par la personnalité de Mera.

Après avoir lu cet excellent livre de Clément Magnier, nous pourrions approfondir notre connaissance de Cipriano Mera en lisant ses mémoires qui devraient sortir très bientôt en français aux éditions du Coquelicot.

Cipriano Mera est encore aujourd'hui le symbole de ces militants simples, prêts au sacrifice, courageux, rebelles, résolus qui se sont battus pendant la révolution espagnole."

Les éditions du Coquelicot, qui désiraient publier une traduction des mémoires de Cipriano Mera, terminent, avec leur accord, le travail d'édition commencé par le groupe Sacco et Vanzetti de la FA.

Nous regrettons que ces deux publications évoquent peu l'activité du syndicat de la construction de Madrid mais nous vous les conseillons vivement.

Olivier du SUB-MP.



Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste, Cipriano Mera
En souscription aux éditions Le

coquelicot.
BP 74078-31029-Toulouse
cedex 4
<http://www.lecoquelicot.info/>



Cipriano Mera Sanz 1897-1975. de la guerre à l'exil
Clément Magnier
édition CNT-RP

<http://www.editions-cnt.org/>



PLUS
Les grands ensembles, territoires d'exception
Frédéric Druot,
Anne Lacaton,

Jean Philippe Vassal
éditions GG
2007
264 pages

L'ouvrage s'organise en trois parties. Tout d'abord une interview thématique des 3 architectes auteurs, puis une partie théorisant les modalités et possibilités d'une réhabilitation, enfin des exemples projetés à partir de grands ensembles singuliers. Le projet de ce bouquin est de démontrer que la mode actuelle à vouloir démolir les grands ensembles soit disant invivables est à reconsidérer. D'abord pour les habitant.e.s qui ont une histoire avec les lieux et les bâtiments, et y sont donc souvent attachés. Ensuite parce que le coût d'une démolition suivie d'une reconstruction est en moyenne de 152 000 €. quand celui d'une réhabilitation tourne autour de 17 000 €. Le projet architectural qui est donc mis en avant est d'agrandir, de faire entrer la lumière, de réfléchir aux circulations et de coller aux normes sans passer par la table rase.

Le spectre de réflexion du bouquin est large, depuis des considérations ancrées dans le social jusqu'aux stricts calculs comparatifs pour étayer la démarche.

(Cf. en pages dossier le texte de F.Druot, l'un des auteurs.)

Ce roman japonais a pour cadre la construction d'un barrage dans une vallée perdue. Il donne à voir le point de vue d'un ouvrier. Écrit à la première personne, on se retrouve dans l'esprit, plutôt nauséabond, de cet ancien détenu solitaire, qui travaille sur ce type de chantier pour être loin de tout et de tou.te.s. Au fur et à mesure, on déroule son passé et on suit l'avancée des premières tranches de travaux de ce chantier pharaonique. C'est gênant, sexiste, intéressant et beau.

Tous les aspects de ce livre ne m'ont pas plu mais le roman est particulièrement réussi et je le recommande quand même. Ce type fait partie des premières équipes envoyées dans une vallée jusque là inaccessible (ou presque) pour aller la défoncer. Le déroulement des travaux, les conditions dans lesquelles ils bossent, sont décrits, et c'est bien plus qu'un décor. La beauté de l'environnement et ce qu'il y a en même temps d'effrayant à être isolé là bas, est très bien rendu. Ce n'est pas le premier roman ou manga japonais sur lequel je tombe qui me renvoie cette image contemplative de montagnes et de forêts impénétrables et magnifiques. Et pourtant, ce barrage est en train de se construire. Ce n'est pas sans rappeler les chantiers en cours, notamment dans le Val de Suse et en Maurienne pour le TGV Lyon-Turin, et bien d'autres passés, comme le tunnel du Somport dans la vallée d'Aspe dans les années 1990, ou encore à venir, comme les projets en suspens de tunnel sous le massif de Chartreuse pour la rocade nord de Grenoble, ou d'exploitation du gaz de schiste dans les Cévennes.

On préférera oublier son rapport aux femmes très ambigu et le rapport à la prison qui m'a laissée perplexe. Mais peut-être y verrez vous d'autres choses, et c'est là tout l'intérêt de ce livre, comme celui de Murakami, où la place est donnée à l'imaginaire de chacun.e.



Le convoi de l'eau
Akira Yoshimura
Actes Sud
2009
174 pages

1: voir Mushishi, un manga itinérant et mystique, et lire Kafka sur le rivage d'Haruki Murakami, 2002, Belfond.



La Cité des Castors
de Fabrice Marache
2007
52 min.

Des ouvriers chargent un camion de pierres à la main. Ils jettent les pierres par dessus la ridelle de bois. Le camion se remplit doucement, mais au moment de partir, s'enlise, et les ouvriers se massent à l'arrière du camion et le poussent. Les images en noir et blanc de ce film pourraient dénoncer les conditions de travail dans l'immédiate après-guerre, les tâches harassantes et le matériel dangereux. Mais dans ce film sur les castors, c'est plutôt la solidarité ouvrière qui est à l'honneur: des terrains et des matériaux achetés en coopérative, des logements attribués par tirage au sort, des chantiers collectifs. Presque un idéal utopique du 19ème siècle...qui contraste avec les images en pâles couleurs d'un présent bien fade. L'ascension sociale promise par l'accession à la propriété a bien vite éteint ce que l'organisation collective aurait pu faire naître.



La question du logement et le mouvement ouvrier français collectif
La villette
1981
245 pages

Petit propriétaire.

Voilà le mot et l'idéologie.

En 1974, un député-maire proclame: «Il faut enraciner nos familles, les faire accéder à la propriété d'un pavillon individuel, car celui qui jette les bases de sa maison ne remet pas en cause les bases de la société». Dont acte: des lois Challandon aux lois Scellier, c'est tout un déploiement de mesures et d'avantages fiscaux qui deviennent un levier politique pour les classes moyennes et laborieuses. Ce qui est présenté alors comme une ascension sociale éloignera certain.e.s des luttes collectives tandis que d'autres iront jusqu'à oublier les rapports d'exploitation et de domination et préféreront stigmatiser "l'autre" comme responsable de leurs difficultés à accomplir l'idéal bourgeois de la propriété. "L'autre" étant, selon les besoins du discours, l'arabe et sa religion, le rom et ses petits trafics, le plombier polonais ou le maçon portugais...



Architecture en uniforme
Projeter et construire pour la Seconde Guerre mondiale
Jean-Louis Cohen Hazan
2011
447 pages

Si les frontières sont les cicatrices de l'histoire, les guerres en sont donc les armes. La seconde guerre mondiale est à ce titre une des plus importantes en ce qui concerne nos métiers du bâtiment: elle signe l'arrêt de mort d'un ensemble de savoir-faires portés par l'utilisation de matériaux locaux, en faveur de nouveaux matériaux et procédés issus de la recherche frénétique des années de guerre. L'immédiate après guerre offrant le champ libre au développement de ces derniers, constituée sur les ruines du monde ancien les grands groupes industriels et de BTP que nous connaissons aujourd'hui. Cela quand ils n'ont pas directement profité de la guerre en alimentant les armées, d'engins de mort avec lesquels la part mobilisée de la classe ouvrière allait se faire tuer.



L'architecture de survie, une philosophie de la pauvreté
Friedman Yona
L'Eclat
Janvier 2003, première parution en 1978.
224 pages

Aujourd'hui, c'est une autre sorte de guerre qui se joue, pourtant on y retrouve la même violence, le même mépris pour le même profit. Des quartiers entiers sont laissés à l'abandon, à la pourriture pour justifier une nécessaire et urgente reconstruction. On déloge alors et on rase, et la place est enfin libre pour les constructeurs-promoteurs dont les logements ne seront pas accessibles aux ancien.ne.s habitant.e.s du quartier, forcé.e.s à une sorte d'exode miniature, individualisé bien sûr. Et on ne parle pas des grands chantiers que l'État offre aux grands patrons par l'intermédiaire des Partenariats Public-Privé. L'impératif économique justifie tout et s'y opposer serait, comme en temps de guerre, un acte au mieux d'inconscience, au pire de trahison...voire de terrorisme.



Architectures sans architectes
Brève introduction à l'architecture spontanée
B. Rudofsky
Edition du Chêne
1977

Si les syndicats d'immeuble n'étaient pas tant préoccupés par la normalisation des boîtes aux lettres ou les crottoirs à chien, ils pourraient travailler à la mise en place de décisions collectives quant à l'entretien des habitations ou à d'éventuelles constructions nouvelles jugées nécessaires. L'architecte Yona Friedman a développé à ce titre de très bons outils pour la pratique de la conception et de la construction collective. Mais pronostiquer un avenir de pauvreté et tomber dans le piège d'une fascination naïve pour les habitant.e.s et les constructions des bidonvilles enlève du crédit à ces réflexions. C'est également ce qu'on pourrait critiquer chez Rudofsky, avec ses architectures sans architectes: l'utilisation de matériaux disponibles localement et les exemples de chantiers collectifs tendent à faire oublier la question de l'accès au terrain pour construire, ou aux matériaux de construction.



La poubelle et l'architecture
Vers le réemploi des matériaux
Jean-Marc Huygens
Actes Sud
2010
184 pages

Construire avec l'existant apparaît alors comme une alternative, en totale opposition. Il ne s'agit pas simplement de recyclage, concept bien trop tendance pour être honnête, mais plutôt du réemploi, d'une réutilisation plus ou moins directe des matériaux de construction. C'est ce que décline Jean Marc Huygens dans La poubelle et l'architecture de manière presque trop scientifique, mais cela pose les bases d'une réflexion qui rejoint celle de Druot (présente dans ces pages): ne plus démolir, réutiliser, dans une perspective plus écologique en ce qui concerne Huygens, mais qui évite l'écueil de la construction écologique, respectueuse de l'environnement, belle et fonctionnelle mais accessible pour les seul.e.s propriétaires.



FILMS

La CNT 38 a organisé une projection le 8 mars dernier. Comme c'était la journée des femmes, nous sommes parti.e.s sur une thématique Femmes et Travail. Pour choisir le film j'ai regardé deux films qui veulent raconter la même histoire, mais produits dans des sphères différentes.

Made in Dagenham, ou We want sex equality pour le titre français, est un film grand public, avec de belles couleurs, de beaux costumes et une belle histoire d'amour. Sorti en 2010, il a été produit avec un budget de 6 millions d'euros, pour être projeté dans des multiplex.

Coup pour coup a été réalisé par Marin Karmitz, alors membre de la Gauche Prolétarienne (mouvement maoïste qualifié d'ultra gauche) en 1971. Il a été tourné dans une usine abandonnée ou les chaînes de production ont été recrées pour l'occasion. Les ouvrières sont parfois jeunes, parfois vieilles, n'ont pas de belles robes et jurent autant que moi en conseil fédéral. Karmitz étant un fils de riche, papa lui a payé sa boîte de diffusion (MK2) et il a fait tourner le film dans les cinémas indépendants pendant longtemps. Les projections étaient suivies de débats houleux et (re)lançaient des grèves.

L'histoire : fin des années 60, des ouvrières couturières à la chaîne, se mettent en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail. Dans le premier film, elles vont jusqu'à demander un salaire égal à celui des hommes. C'est une histoire vraie, la grève de Dagenham a abouti à un Equal Pay Act en 1970. Dans le second, ce sont les conditions de travail en général qui sont attaquées, notamment les cadences. Dans les deux films, les syndicats sont montrés comme mous, toujours prêts à négocier, et ils se font dépasser par la base. Les hommes sont perdus voire exaspérés par le fait que leurs femmes ne sont plus là pour s'occuper de gosses et tenir la maison.



Made in Dagenham
Nigel Cole
2010

Made in Dagenham : la grève, c'est beau, c'est chouette, surtout quand on poursuit un but humaniste, le monde entier finit toujours par reconnaître ce qui est juste. Ici, le syndicat est carrément corrompu, dirigé par un type bedonnant qui ne pense qu'à se faire payer le restau. Le mouvement de grève est mené par une femme qui est leader malgré elle, qui devient amie avec la femme

du patron et dont le mari devient subitement compréhensif et pro-féministe. Même la ministre finit par lui donner raison parce que c'est une femme, elle aussi, et elle est juste. D'ailleurs, comme la grève se passe chez Ford, le film se termine même par une petite phrase qui dit qu'aujourd'hui Ford est un employeur humain, qui préserve ses salarié.e.s. C'est une bien belle version de l'Histoire, à des milliards de kilomètres de toute réalité, actuelle ou passée. Un bon gros film qui veut nous dire que la justice existe en ce bas monde et que si aujourd'hui les grèves n'aboutissent pas, c'est parce que leur cause n'est pas juste, et que le patriarcat s'est effondré dans les années 60 après quelques mois d'incompréhension entre hommes et femmes. Si vous trouvez que Gossip Girl est une série qui parle de lutte des classes, vous trouverez que c'est un film militant. L'organisation de la lutte est hiérarchique, le message humaniste coupe l'herbe sous le pied de toute révolte, le féminisme y est réduit à une histoire d'égalité. Ce film maintient l'ordre établi tel un bon citoyen réaliste qui votera utile au printemps prochain en se sentant obligé de le cracher à la face du monde. Moi j'aime bien les Kinks, les robes sixties et Gossip Girl, alors ça m'a distrait, mais, politiquement, c'est une merde.



Coup pour coup
Marin Karmitz
1971

Coup pour coup : Les films de propagande marxiste des années 70 ont tendance à me répulser mais étonnamment celui là, non. C'est un genre à part entière, ce cinéma militant des seventies. Il y a souvent une grande attention technique au son et aux prises de vues. Karmitz est dans ce moule. Il a été réalisateur puis producteur et distributeur de ce type de films. (Et il en a fait un tel business, et un tel paquet de pognon que maintenant, c'est le quatrième distributeur de France, et c'est aussi un ami de Sarkozy). Le son est central dans ce film, surtout à travers le bruit des machines et des cris qui arrêtent les cadences. LA bonne idée, c'est de ne pas avoir mis de voix off grandiloquente qui récite Le Capital de façon monotone. La place est faite aux femmes, aux bruits du travail, aux rires, aux cris, à tout ce qui fait l'action. La mise en scène sert l'histoire, et c'est une belle histoire. Ce sont des femmes qui travaillent, que l'on traite avec mépris et qui craquent. La grève est spontanée, auto-organisée et elle demande du respect, pour les personnes et pour le travail qu'elles fournissent. Le patron devrait être caricatural mais ce n'est pas le cas. Il tente de garder sa « dignité » et il y arrive, parce que, pour lui, ce n'est qu'un mauvais moment à passer, avant de gagner. Le sujet, c'est la lutte, la grève, rester ensemble, occuper l'usine et ce n'est ni sexy ni facile mais nécessaire. Et si pour ça, il faut faire une garderie parce que les hommes ne sont pas capables de s'occuper des enfants, soit, s'il faut séquestrer le patron, allons-y, s'il faut se barricader pour se protéger des fachos, où sont les barres de fer. Ce film veut montrer une réalité brute que composent le capitalisme, le patriarcat, l'ambiance de ces années rouges, et il y arrive. Les syndicalistes sont simplement à la ramasse, amollis par leur formatage de professionnels de la lutte. Avec leurs grands discours ponctués de « Camarades ! », illes n'appellent qu'à négocier et vivent une lutte à petite vitesse, en décalage avec la montée en puissance rapide de la grève. (Voir Mourir à trente ans de Romain Goupil aide à comprendre le fossé entre « l'élite éclairée » communiste de cette époque et la colère de celles et ceux qu'illes appelaient « la masse ».) En tous cas, c'est un support utilisable pour de nombreuses discussions sur les temporalités différentes lorsque l'on est syndicaliste à l'année et qu'un mouvement de grève surgit, sur les difficultés d'être une femme et en lutte, sur ce que crée une grève avec occupation dans les rapports entre travailleur/euse.s, sur le cinéma de propagande, etc.

CINÉCLUB SUB-VERSION

"L'important n'est pas toujours ce qu'on regarde, mais comment on le regarde"



prochaines séances:
La bande à Baader
Uli Edel
2008
le 27 avril



La guerre est finie
Alain Resnais
1966
le 8 juin



La porte du paradis
Mickaël Cimino
1980
le 20 juillet

Dans le cadre de ses activités culturelles le syndicat unifié du Bâtiment organise des séances de ciné-club, gratuite et ouverte aux habitants du quartier, informés par voie d'affichage. Projetant des œuvres du cinéma dit " grand public ", il propose de les regarder ensemble, puis de permettre une analyse critique (dans le fond comme dans la forme) donnant lieu à débat. Pour cela une analyse de scène, réalisée par un professionnel du cinéma, suit normalement la projection. La thématique de cette année est :

" Engagement "

Par ce biais, notre syndicat veut développer :

Une formation de l'œil et l'esprit dans une démarche collective de compréhension et d'acquisition de procédés d'écritures spécifiques à l'audiovisuel permettant de s'approprier ce mode d'expression Une discussion collective soumettant à la critique l'ensemble des œuvres proposées dans le partage et la connivence de moments fraternels partagés Un accès à certaines formes de la culture existante dans un principe de gratuite (ciné-club, médiathèque, stages audiovisuels)

UNE PRATIQUE CULTURELLE ET SYNDICALE

Les séances ont lieu, une fois toutes les 6 semaines environ, au siège du syndicat : 33 rue des Vignoles 75020 Paris, à partir de 18H45



UN PAVÉ DANS LE BAC À SABLE...



Quatre petits coins de rien du tout
Auteur/illustrateur : Jérôme Ruillier
Editions Bilboquet
Février 2004
à partir de 3 ans

Cet album est une succession de petits ronds multicolores en papiers découpés, sur fond de toile. Et au milieu, un petit carré bleu.

Peut-on faire rentrer des carrés dans des ronds? Un dispositif minimaliste pour aborder avec finesse, un sujet plutôt complexe...

Après avoir joué, tous les petits ronds rentrent à la maison. Mais l'accès est impossible au petit carré parce que la porte est ronde. Il tente alors de se distordre, se transformer, sous la pression des petits ronds. Mais rien n'y fait, petit carré est un carré, il ne sera jamais rond et ça tout le monde finit par le comprendre. Il s'agit donc de trouver une autre solution...

Se rencontrer, passer du bon temps et avoir envie que la rencontre se prolonge. Mais ça n'est pas si simple. Réagir à vif, tâtonner, essayer, se tromper. Prendre du recul pour réfléchir collectivement, entendre les points de vue. Décider finalement d'agir sur les structures et le cadre pour arriver à un projet voulu et apprécié par tou.te.s.

Une belle métaphore de la construction, aux sens propre et figuré, donnée à penser aux enfants comme aux grand.e.s.



Iggy Peck l'architecte
Auteur : Andrea Beaty
Illustrateur : Davide Roberts
Editions Sarbacane
Août 2009
à partir de 5 ans

Le personnage principal de cet album porte un nom de rock star et pourtant c'est sur une voie toute autre, peu abordée en littérature jeunesse, qu'il va nous conduire.

Depuis tout petit, Iggy Peck a la passion des échafaudages, empilements et constructions improbables. Tout ce qui lui tombe sous la main y passe: couches usagées, mottes de terre, crêpes, fruits, craies... Son avenir semble assuré. Mais à son entrée au CP, les choses se gâtent. La maîtresse a la phobie des tours, gratte-ciels et autres bâtiments en hauteur, et interdit tout assemblage. L'école, sensée être un lieu de savoir et de découverte, devient pour Iggy celui d'un ennui mortifère... Mais tenace, Iggy lors d'un pique-nique scolaire mémorable, va réussir avec trois fois rien, à imposer son "art".

Iggy aurait pu être une fillette, ça nous aurait changé. Et puis j'aurais trouvé plus honnête qu'on l'appelle "Iggy peck le bâtisseur" parce qu'il n'est pas seulement dans la conception mais bien dans la construction, avec ses petites mains et tous les matériaux qui lui passent sous les yeux. Deux aspects indissociables d'un même travail alors qu'on nous martèle que les métiers manuels ne sont pas des métiers intellos. Une manière de rendre hommage à ceux et celles qu'on ne voit ni n'entend alors que sans eux rien ne serait possible... Ici on fait d'Iggy un petit génie "qui n'en veut" et réussira à percer grâce à son talent. Dommage... Mais cet album a malgré tout quelques mérites. Celui, d'abord, de rappeler aux architectes vantant le beau et le grand, l'intérêt du commun et de l'utilitaire. Celui, ensuite, d'analyser les raisons de l'ennui (voire de "l'échec") à l'école comme liées au bridage des potentialités créatrices des enfants et notamment à l'absence d'une éducation basée sur les savoirs et savoir-faires pratiques et manuels. Haut les mains, peau d'lapin, la maîtresse... en bleu de travail!

...ET DANS L'INDUSTRIE DE L'AMIANTE!



Deux dirigeants de la société italienne Eternit ont été condamnés lundi 13 février, par la cour de justice italienne. Cette décision rend encore plus amère l'annulation des six mises en examen dans l'enquête sur la mort d'anciens salariés du groupe par la cour d'appel de Paris le 16 décembre dernier. En France, la recherche des responsabilités semble définitivement bloquée par un parquet complètement soumis au pouvoir exécutif. Une fois de plus, le pouvoir politique joue de son influence afin de préserver les intérêts du patronat au mépris de la vie des milliers de travailleurs et de travailleuses qui ont continué à s'empoisonner sur les chantiers alors que le caractère cancérigène de l'amiante était connu depuis bien longtemps. Une occasion de lire ou relire la brochure de la

fédération construction de la CNT sur le scandale de l'amiante *Minéral magic, ou comment le retour de la manivelle frappe toujours les mêmes, triomphe et déclin de l'amiante*, pour qu'enfin soit reconnu ce drame sanitaire et sociale. Drame qui pourrait bien ne pas être le seul tant l'industrie aime à produire et commercialiser des produits dont la toxicité est au mieux suspectée, au pire avérée : des OGM aux nanotechnologies, en passant par tous les produits de l'industrie du bâtiment, c'est toujours nous, travailleurs et travailleuses qui en crevons les premier.e.s...



JEUX / BLAGUES

Ahmed, la gargouille qui réveille les traditionnalistes lyonnais

(trouvé sur le site de France Info le 6 septembre 2010 !)

Si ce n'était sa couleur -la pierre n'a pas eu le temps de se patiner-, cette gargouille, à une douzaine de mètres du sol, sur la tour nord de la primatale Saint-Jean, ne se distingue en rien des autres de l'édifice. Pourtant, ce visage est celui d'un certain Ahmed Benzizine, chef de ce chantier de rénovation.

Ca ne relève pas d'une ressemblance fortuite, mais d'une tradition remontant au Moyen-Âge, qui consiste pour les tailleurs de pierre à représenter certains de ceux qui ont travaillé sur le chantier des cathédrales. Un clin d'œil donc,



une jolie marque d'amitié, soulignée d'un "Allah Akhbar", en VO et VF.

Côté archevêché, l'initiative n'a défrisé personne. Au contraire ! "Dans l'histoire, les gargouilles ont toujours été des figures profanes laissant parfois la place à la satire ou l'ironie. En outre, elles ne sont pas dans l'église, mais à l'extérieur", explique Pierre Durieux, chargé de communication à l'archevêché de Lyon, qui salue ce "symbole d'œcuménisme".

Pourtant, quelques catholiques lyonnais, et surtout le mouvement des Jeunes Identitaires de Lyon, se sont étranglés devant la sculpture. Sur leur site internet, ils dénoncent le fait qu'"à Lyon, les musulmans se paient le luxe de s'approprier nos églises, en toute tranquillité et avec la complicité des autorités catholiques".

Pourtant, aucune provocation dans cette œuvre haut-placée. Le tailleur de pierre dans Libération explique qu'"il n'y a pas que des catholiques qui travaillent sur les églises, il y a toujours beaucoup de musulmans, en échafaudage ou en maçonnerie". Ahmed Benzizine lui assure avoir un grand respect pour les lieux sacrés.

Le père Cacaud, recteur de cette cathédrale baroque, observe tout ça avec malice. Dans Libération, il confesse que certaines des centaines de gargouilles de son monument "pourraient scandaliser beaucoup plus." Invitation à en faire le tour...

Philippe Desmazes

Quelle est la différence entre un assassin et un architecte?

Réponse: A la différence de l'assassin, l'architecte ne revient jamais sur les lieux de son forfait!

Durant, cela fait la quatrième fois que vous arrivez en retard cette semaine. Que dois-je en conclure ?

Que nous sommes jeudi, chef !

Tant que mon patron donnera l'illusion de beaucoup me payer, je donnerai l'illusion de beaucoup travailler!

Solution des mots croisés du N°26:

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	C	H	A	N	T	I	E	R
2	O	U	R	S	E		M	A
3	M	I	E		C	O	M	P
4	P	S		I	K	E	A	
5	A	S	S	O		U		A
6	S	I		P	A	V	E	S
7		E	T		B	R	A	S
8	C	R		Q	U	E	E	E

Devinette pour les balèzes de la construction :

Comment faire tenir dix-sept livres de joli gabarit sur une feuille de papier, de manière à pouvoir faire rouler une bille dessous ?

Vous avez le droit d'utiliser : un 45 tour de Dalida, un feutre vert pomme, des ciseaux, un dé à coudre, du scotch, un tournevis, une bille et une feuille de papier. Envoyez les photos (sans trucage) de vos réalisations, et gagnez une pizza à partager avec les dirigeants d'Eternit.

Réponse dans le prochain numéro...



LA CNT... QUI SOMMES-NOUS ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et fondatrices et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT ! Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs et travailleuses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycotts...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqué.e.s eux et elles-mêmes. Parce que nos délégué.e.s sont élu.e.s sur des mandats précis et révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous avons le souci de l'autonomie des syndicats locaux et du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto organisation des luttes (comités de grève, coordinations...).

ET SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs et chômeuses, des précaires, des mal logé.e.s, des sans-papiers, des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.

Abonnement au Réveil du Bâtiment

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

(cocher la case) :

je souhaite m'abonner au Réveil du Bâtiment (prix libre)

Coupon à renvoyer à :

SUB 38, 102 rue d'Alembert, 38000 Grenoble

Infos sur les activités de la CNT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

(cocher la/les case/s) :

je souhaite être informé·e des activités de la CNT FFT/ BTP/ BAM

je souhaite adhérer à la CNT FFT/ BTP/ BAM

je verse un soutien financier à la CNT FFT/ BTP/ BAM de €

(chèque à l'ordre de Fédération CNT du bâtiment)

Coupon à renvoyer à :

Fédération CNT du BTP – SUB RP

33 rue des Vignoles, 75020 Paris

**ALSACE**

CNT-STP-67 - Secteur BTP
C/O LUCHA Y FIESTA
BP 41017
67027 STRASBOURG Cedex 1
Mél : interpro67@cnt-f.org
www.cnt-alsace.org

CNT Interco 68
Lieu dit Kholgrube
68290 KIRCHBERG

AQUITAINE

SUB 33
36, rue Sanche de Pomiers
33800 BORDEAUX
Tél : 05 56 31 12 73
Mél : sub33@cnt-f.org

BOURGOGNE

CNT Interco 21 /Secteur BTP
BP 392
21011 DIJON
Mél : interco.21@cnt-f.org

BRETAGNE

SUB TP Bretagne
BP 30423
35004 RENNES
Tél : 02 99 53 32 22
Mél : subtpbretagne@cnt-f.org

HAUTE NORMANDIE

CNT Interco 76 / Section DIRNO
BP 411
76057 LE HAVRE CEDEX

ILE DE FRANCE

SUB RP
33, rue des Vignoles
75020 PARIS
Tél/Rép : 01 43 72 09 54
Fax : 01 43 72 71 55
Mél : sub2@wanadoo.fr
Site : www.cnt-f.org/subrp

LANGUEDOC ROUSSILLON

CNT ETPIC / Secteur BTP
6, rue d'Arnal
30000 NIMES
Tél : 09 50 07 60 88
Mél : cnt.nimes@cnt-f.org

LORRAINE

CNT Interco / Section IKEA
Union Départementale de la CNT Moselle
5, Place des Charrons
57 000 Metz
Tél : 06 88 08 49 59
Mél : ud57@cnt-f.org
Web : <http://www.cnt-f.org/ud57>

PACA

CNT Interco 84
Mél : cenete84@gmail.com

MIDI PYRENEES

SUB 31
18, avenue de la Gloire
31500 TOULOUSE
Tél : 09 52 58 35 90
Mél : cnt.31@cnt-f.org

POITOU CHARENTES

CNT Interco 16 /Secteur BTP
31 rue des Trois Fours
16000 ANGOULEME

RHONE ALPES

SUB 69
44, rue Burdeau
69001 LYON
Tél : 04 78 27 05 80
Mél : sub69@cnt-f.org
Site : www.cnt-f.org/sub69

SUB 38

CNT c/o
102, rue d'Alembert
38000 GRENOBLE
Tél : 04 78 27 05 80
Mél : sub38@cnt-f.org

**CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
FEDERATION DE LA CONSTRUCTION**

CNT construction C/O SUB TP BAM 33
36 rue Sanche de Pomiers
33000 BORDEAUX
Tél : 05 56 31 12 73
Mél : cnt.construction@cnt-f.org

Chambres syndicales**des métiers de l'architecture et de l'urbanisme**

33, rue des Vignoles 75020 Paris
Tél + Fax : 01 45 78 69 08
Mél : subtp-rp@cnt-f.org

de l'équipement

CNT Interco 21- Secteur Equipement
BP 392 21011 DIJON CEDEX
Mél : SUB-Equipement@cnt-f.org



MIN
CRIS